MÉMOIRE

A LA COUR ROYALE DE TOULOUSE.

POUR

Le S.^r JEAN-PAUL ROUSSILLE, négociant, l'un des ex-Syndics
de la faillite de feu JOSEPH CAROL, de Toulouse ;

CONTRE

Les sieurs GUILLAUME DORIE, *agent-général de la Compagnie
Royale d'Assurances contre l'Incendie* ; GIRARD fils
ainé, *ancien agent de change* ; JACQUES GOUNON ; EMILE
ROMESTIN et ROMESTIN cadet, *négocians*, créanciers
de la même faillite, aussi domiciliés à Toulouse.

Messieurs les Présidens,

Messieurs les Conseillers,

LA gratitude nous porte à garder dans le cœur le souvenir d'un bienfait,
et ce noble sentiment que l'homme est si heureux d'éprouver, la recon-
naissance l'accorde toujours à l'auteur du service rendu.

Mais, disons-le hautement, la cause qui vous est soumise, sur laquelle
nous appelons toute votre attention, présente une bien triste exception à
cette règle de justice ; car les Adversaires font plus qu'oublier que nous

fûmes généreux, confians et faciles dans nos rapports d'affaires et de bonne intelligence, ils contestent encore nous être redevables de quelque obligation.

Ce n'est pas assez que d'avoir exposé une partie de notre fortune, d'avoir payé à leur libération, dans leurs seuls intérêts, *sur de nombreuses autorisations*, des sommes considérables dont nous nous dépouillâmes par pure condescendance, ils veulent que nous soyons victimes du mandat qu'ils nous remirent, et que nous eûmes la faiblesse d'accepter.

Et tandis qu'il est de principe que les devoirs, les engagements du mandataire ne franchissent jamais les limites de l'acte qui l'institue, il faudrait néanmoins, pour plaire aux mandans, faciliter leurs vues spéculatives, remonter à une époque bien plus éloignée, blesser les convenances sociales, fouler aux pieds nos conventions et nos droits, dans le seul, l'unique dessein de leur ouvrir la voie d'une large et ridicule compensation. Le ferez-vous, Messieurs? Non, cela est impossible; l'on n'acquitte pas ainsi des obligations légitimes. Vous ne voudrez donc pas que nos débiteurs puissent s'en affranchir.

POINT DE FAIT.

Indiquer le nom de *Carol* et rattacher le procès actuel à sa faillite, c'est dire assez qu'il faut entrer dans beaucoup de détails. Toutefois nous sentons le besoin d'abréger, de simplifier les faits, et surtout de les présenter avec méthode et précision, afin que les diverses circonstances qui nous touchent de plus près, puissent être facilement appréciées par nos juges. Or, pour atteindre ce but, nous avons cru qu'il convenait d'établir trois divisions, eu égard à nos relations, 1^o avec *Carol* père, sa femme et ses enfans; 2^o avec les créanciers et les débiteurs de la faillite, et 3^o avec nos Adversaires en particulier.

§ PREMIER.

Rapports qui ont existé entre les Commissaires LAYE et ROUSSILLE, madame veuve CAROL, ses enfans, et puis les sieurs ROUSSILLE et AUTHIER, comme Syndics définitifs.

Les 30 et 31 décembre 1807, *Carol* père cessa ses paiemens; il déposa son bilan au greffe du tribunal de commerce; un jugement du 15 mars 1808 déclara la faillite ouverte, et les sieurs *Laye* et *Roussille* furent

choisis pour remplir les fonctions d'agens ; on les nomma ensuite syndics provisoires , mais un concordat signé le 26 avril 1809 , homologué le 9 mai , ayant réhabilité le débiteur , fit disparaître le syndicat.

« Nous accordons au sieur Joseph Carol , disent les créanciers , un » délai de dix-huit mois , à l'effet de *poursuivre la rentrée de son actif* , » et notamment le jugement de ses deux procès qui sont pendans , l'un , » contre Sabatié fils aîné , devant le tribunal de commerce , et l'autre , » contre Paul-Alexis Sabatié , son père , devant le tribunal civil ; AUQUEL » EFFET , NOUS RÉINVESTISSONS LEDIT CAROL DE L'ADMINISTRATION DE TOUTES » SES AFFAIRES , et néanmoins ne pourra , ledit Carol , faire aucune stipu- » lation , accord ou transaction , ni rien de tout ce qui peut intéresser la » créance , que *du consentement et avec le concours de deux commissaires*. »

Par ce concordat , Carol eut encore la faculté de percevoir les fruits de son domaine du Casque , situé dans la commune de Cugnaux , sous la seule condition de payer les frais d'entretien et les rentes viagères dont il était grevé , sans rendre aucun compte ; quant aux meubles-meublans et autres effets mobiliers , tant de la ville que de la campagne , on lui permit d'en reprendre la jouissance , sauf à les représenter le cas y échéant.

Au surplus , voici comment on explique les fonctions des commissaires :
« Quoique la créance ait beaucoup de confiance dans la probité dudit » Carol , il est néanmoins convenu par clause expresse et de rigueur abso- » lue , sans laquelle le présent concordat n'aurait pas eu lieu , que les » commissaires qui seront nommés , assisteront ledit Carol dans la pour- » suite des dettes actives , et NOTAMMENT dans celle du procès contre le » sieur Sabatié fils aîné , devant les arbitres , devant le tribunal de com- » merce , et même dans la poursuite du procès contre Paul-Alexis Sabatié » père , devant le tribunal civil ; ils surveilleront et concourront avec » ledit Carol pour l'exécution des jugemens rendus ; plus , ils surveil- » leront les rentrées des DETTES ACTIVES , et les diligences en justice pour » y parvenir , afin que les rentrées s'opèrent le plus promptement qu'il » sera possible..... Tous les fonds qui rentreront , seront remis à fur et » mesure entre les mains desdits commissaires , auxquels ledit Carol sera » tenu de rendre compte de toutes les opérations , et de verser en leurs » mains tous les fonds qui seront rentrés , toutes les fois qu'il en sera requis » par eux.

» Nous, créanciers assemblés et soussignés, avons nommé et nommons
» pour commissaires à l'effet des présentes, MM. Pierre Laye et J.-P.
» Roussille, négocians, qui ont accepté leur charge pour l'intérêt de toute
» la créance dont ils font partie, promettant de remplir leurs fonctions
» avec zèle, *et de répartir CHAQUE SIX MOIS*, à compter du jour de l'homolo-
» gation du présent, *aux créanciers qui auront vérifié et affirmé leurs*
» *créances, et au marc le franc*, toutes les sommes qui se trouveront
» rentrées à chacune de ces époques..... nous en remettant à ce sujet à
» leur intelligence, *ainsi que pour les frais à exposer, etc., etc., etc.* »

Or, il est facile de l'apercevoir, dès cet instant, il n'y eut plus de faillite. Carol venait d'obtenir la disposition de toutes ses affaires; lui seul était *comptable* envers les créanciers; aussi, par un acte du 1^{er} mai 1809, il reprit des sieurs Laye et Roussille, anciens syndics provisoires, toutes les valeurs dont ces derniers étaient nantis, et leur fournit une décharge de leur gestion; en d'autres termes, de simples commissaires *sans responsabilité*, plutôt censeurs des actions de Carol qu'administrateurs de son actif, durent agir comme SURVEILLANS.

Un premier compte fut présenté et approuvé.

Plus tard, le 14 mai 1812, Carol décéda.

Madame Carol avait des reprises considérables à exercer contre la succession de son époux; aussi les choses restèrent-elles dans le même état. Cette dame agissait d'un commun accord avec ses enfans, comme héritiers bénéficiaires, et présentait toute espèce de garantie: par conséquent, aucun créancier ne se plaignit.

L'on se rappelle pourtant que, d'après le concordat, il devait être fait une répartition chaque six mois. Pourquoi donc ne former aucune réclamation? Pourquoi? Cela était inutile, puisque rien n'avait été recouvré. Les héritiers Carol, *sous la surveillance des commissaires*, poursuivaient d'ailleurs avec activité le jugement des contestations existantes entr'eux et la famille Sabatié; or, c'est précisément dans cette poursuite que les créanciers fondaient et fondent encore aujourd'hui toutes leurs espérances. Nous-mêmes, n'avions aucun mandat pour agir en leur nom.

Mais en l'année 1820, Mad. veuve Carol mourut, et de graves difficultés s'élevèrent à l'occasion de l'actif recouvrable: plusieurs enfans du failli, en possession de tout, accoutumés à gérer les biens comme héritiers bénéficiaires, veulent continuer leur gestion, et se retranchant derrière la

qualité en vertu de laquelle ils procèdent, essayent d'échapper au dépouillement que nous leur demandons; ils font plus, car il nous refusent le compte soit des valeurs perçues, soit de celles à percevoir. C'est en vain que nous insistons. D'abord, ils paraissent consentir à nous laisser prendre l'initiative; mais voyant ensuite que notre qualité de *commissaires-agissans* peut les gêner, ils nous repoussent obstinément. Aussi par exploit du 13 février 1821, nous leur adressâmes une sommation de verser en nos mains, dans le délai de huit jours, toutes les sommes généralement quelconques qu'ils avaient recouvrées comme appartenant à la faillite, en leur faisant défense de rien détourner, sous peine de dépens, dommages et intérêts.

Cette sommation ne produisit aucun effet.

Il fallut alors prendre un parti, et celui que nous adoptâmes fut d'introduire l'instance en reddition de compte : l'ajournement est du 11 juillet.

Même embarras devant le tribunal, car l'on nous oppose toujours l'obstacle résultant de notre défaut de mandat. Que faisons nous? Nous instruisons les créanciers de ce qui se passe, en ajoutant : « On a besoin, de » *vo*tre part, de nouveaux pouvoirs, parce que votre concordat avec » Carol ne nous en donne pas de *suffisans*. Il faut aujourd'hui la plénitude » de votre concours pour forcer, SANS ENTRAVES DE LA PART DES HÉRITIERS » BÉNÉFICIAIRES, l'exécution de l'arrêt et de la sentence arbitrale contre » les héritiers Sabatié, et contre Sabatié fils aîné; c'est pour cela que nous » avons l'honneur, etc. (1). » Or, le 7 février 1822, une délibération tenue en assemblée générale, reconnaît l'indispensable nécessité d'étendre le mandat, et donne, aux commissaires, la qualité de syndics définitifs. Vrais mandataires, nous vainquîmes la résistance que nous éprouvions, et quinze jours après, le 22 février, le tribunal de première instance condamna les enfans Carol à nous rendre le compte de leur gestion des biens de la faillite.

Avant de passer aux débats et au jugement de ce compte, vous nous permettez, Messieurs, de vous faire connaître quelle fut la sollicitude des commissaires.

Vers le commencement de l'année 1821, l'on avait provoqué le partage

(1) Convocation du 15 septembre 1821.

de la succession de Mad. veuve Carol, et aussitôt comme il était présumable que, par suite du compte qu'on nous devait, quelques-uns des copartageans fussent débiteurs de la masse chirographaire, nous intervîmes dans l'instance pour la conservation des droits des créanciers.

Le mobilier ayant été vendu par les héritiers bénéficiaires, nous en revendiquâmes le prix, et après avoir plaidé, *tant en première instance qu'en appel*, 1,785 francs 95 centimes entrèrent, le 6 septembre 1822, dans la caisse syndicale.

Quant au domaine du Casque (seul immeuble du failli), l'adjudication en avait eu lieu, le 12 décembre 1821, au prix de 42,525 francs, et malgré qu'à cette époque il n'y eût point encore de syndicat régulier, nous ne fîmes faute de concourir.

Un ordre fut ouvert en justice. — Trois créanciers hypothécaires, savoir : les héritiers Dupac-de-Bellegarde, le sieur Lafue-d'Ausas et les héritiers de Mad. veuve Carol absorbèrent et au de-là la somme en distribution ; c'est ce qui résulte d'un jugement du 30 novembre 1822, auquel nous assistâmes comme syndics. Et si ce jugement avait suspendu le paiement à faire aux héritiers Carol, jusqu'après le partage de la succession maternelle, soit pour déterminer la part qui revenait à un chacun, soit pour donner le temps aux syndics de faire appurer le compte à rendre par les parties prenantes, cette précaution devint pourtant inutile, puisque le partage réglé le 30 septembre 1830, par acte au rapport de M^e Cabanis, notaire, n'attribue rien aux syndics.

Telle est la destination qu'eurent les biens meubles et immeubles de la faillite : revenons maintenant aux autres valeurs, objet du compte d'administration bénéficiaire.

Les syndics Roussille et Authier (1) réclamaient aux enfans Carlo, 31,931 francs 70 centimes, *pour autant qu'ils avaient recouvré conformément à l'inventaire de 1808 et au bilan de leur père*, BALANCE FAITE DE LA VALEUR DES MEUBLES QUI AVAIENT ÉTÉ SOUSTRATS ; le tribunal au contraire, par son jugement du 1^{er} juillet 1823, condamna les oyans-compte à payer la somme énorme de 22,406 francs 02 centimes. — Appel.

Devant la cour, l'attaque et la défense furent également vives, chaque partie soutint ses exceptions de manière à les faire admettre, et nous fîmes

(1) M. Lave avait été remplacé.

assez heureux pour qu'un arrêt du 12 janvier 1829 réduisît à 3,193 francs 39 centimes, la condamnation prononcée par les premiers juges (1). Cette décision ordonne que les héritiers bénéficiaires nous remettront tous les livres, titres, papiers et documens de la faillite, pour que nous puissions continuer nous-mêmes les recouvremens ; des démarches ont été faites, des procès-verbaux d'exécution rédigés; mais tout a été inutile, et nos poursuites n'ont obtenu aucun résultat.

Ainsi, c'est un point incontestable, la gestion des enfans Carol a été irrévocablement appréciée et jugée, soit avec nous, soit avec nos mandans, et dès-lors il n'est plus possible d'élever la moindre difficulté. En effet, toutes les parties ont été agissantes, et valablement représentées.

Au surplus, quel reproche peut-on nous faire? Aucun.

Quel préjudice avons-nous occasionné à la masse chirographaire? Aucun.

Avant d'être syndics, avions-nous quelque perception de deniers? Non.

Nous avait-on confié la garde des valeurs de la faillite? Non.

Les créanciers auraient-ils mieux fait que nous? Cela est impossible.

Nous avons agi suivant leurs désirs, et ils ont tout ratifié.

§ II.

Nos rapports avec les créanciers et les débiteurs de feu JOSEPH CAROL.

C'est ici, Messieurs, où notre mandat a été vraiment actif. Nous nous sommes livrés à des poursuites, à des soins continus, et les résultats sont tels qu'ils ne peuvent attirer sur nous le blâme de nos adversaires.

De quoi s'agissait-il? qu'avons-nous fait pour nos commettans? Examinons.

Trois objets distincts furent confiés à nos soins, et il n'en est pas un seul qui n'ait éveillé notre sollicitude.

Un premier procès existait avec les héritiers de feu Paul-Alexis Sabatié père, relativement à la révision du compte réglé le 18 juillet 1805; or,

(1) Voici comment la balance fut établie.

Il revient aux enfans Carol, savoir :

1 ^o Comme héritiers bénéficiaires	3,696 ^f 00 ^c	} 9,782 ^f 39 ^c
2 ^o Du chef de leur mère	6,086 39	
A déduire ce qui est dû aux Syndics	6,589 00	
Par où les rendans compte ont droit à	3,193 ^f 39 ^c	

dans cet arrêté de compte, l'ancienne raison de commerce, *Joseph Carol et Sabatié fils aîné*, s'étant reconnue débitrice de plus de 500,000 fr., un arrêt de la cour décide qu'il existe, au préjudice de Carol père, une foule d'erreurs. L'instance est encore pendante, et tout nous fait présumer que la masse chirographaire aura des sommes considérables à répéter.

D'autre part, Joseph Carol avait attaqué son ex-associé en liquidation des comptes de la maison de commerce de Paris; un arbitrage d'abord ordonné avait été suspendu; il fut repris par nos soins, et comme simples commissaires, nous exerçâmes une telle surveillance, que les héritiers bénéficiaires se virent dans la nécessité d'y mettre la dernière main; la sentence arbitrale, rendue publique le 27 avril 1822, *deux mois et quelques jours après qu'on nous eut donné la qualité de syndics définitifs*, condamne Sabatié fils aîné à payer 138,359 fr. 92 c., indépendamment de quelques autres conditions qu'il est obligé de remplir.

Il fallait des avances, nous les fournîmes; le débiteur se pourvut par opposition devant le tribunal de commerce, il fut déclaré mal fondé; il interjeta appel, nous l'en fîmes démettre. Le titre est maintenu!

Des exécutions ont lieu; et tandis que les syndics pressent vivement l'époque de la libération, Sabatié y met obstacle. Ce dernier cherche à détruire le gage de la créance pour laquelle on le poursuit; il fait des ventes à vil prix; nous, au contraire, requérons aussitôt la mise aux enchères publiques: de telle sorte que, plus de 100,000 fr. se trouvent aujourd'hui entre les mains des adjudicataires, et seront bientôt disponibles au profit des créanciers.

Ce n'est pas tout: Sabatié veut se soustraire à l'expropriation forcée de son domaine, et à cet effet élève difficulté sur difficulté; il collude avec son frère cadet (Bruno Sabatié) et ses neveux, les fait présenter comme créanciers des 418,587 fr. 80 c. que Joseph Carol céda à leur auteur, le 18 juillet 1805, sur la maison Salvador Pallerola et compagnie, de Barcelonne; il profite de cette inconcevable prétention, se fait faire des saisies-arrêts en ses mains, à notre préjudice, et parvient ainsi à neutraliser momentanément le choc de nos poursuites.

Eh bien! que faisons-nous? Nous plaidons en France, nous plaidons en Espagne. A Barcelonne, nous avons à discuter divers arrêtés de comptes, notamment celui de 1805, et à repousser tout ce que la chicane et la mauvaise foi peuvent inventer d'injuste et de préjudiciable. A Toulouse,

après avoir lutté en première instance et en appel, nous faisons annuler une première saisie-arrêt. Cet obstacle cesse, un autre est reproduit; et à l'aide d'une seconde saisie-arrêt, basée sur la même cause, soutenue des mêmes moyens, l'on vient encore nous enlever la force exécutoire. Nouveaux débats. Cette fois les héritiers Sabatié n'ont plus d'excuse à présenter; aussi un jugement décide qu'ils n'ont aucun titre, et annule la saisie-arrêt avec dommages et intérêts. Appel. Il faut subir la lenteur des formes judiciaires; les délais d'usage sont invoqués, on les accorde aux appelans, même au-delà; n'importe, le succès est pour nous, et un arrêt solennel du 23 décembre 1831, confirme la décision des premiers juges. Cependant, Messieurs, le croiriez-vous? Une combinaison machiavélique renverse tous nos projets, les titres que nous invoquons perdent leur force et il faut revenir à grands frais devant les tribunaux pour savoir si nous sommes créanciers de Sabatié ou bien ses débiteurs.

Lorsqu'en 1807 Carol voulut revoir les comptes de la maison de Paris, Sabatié fils aîné, dans le dessein d'échapper à l'action des lois, s'empressa de demander lui-même une seconde liquidation des comptes sociaux de la maison de Toulouse.

Un double arbitrage devint nécessaire.

Sabatié reconnu reliquataire par la sentence du 27 avril 1822, fait des oppositions pour arrêter l'exécution, mais rien pour faire liquider la maison de Toulouse, tant il est convaincu de sa faiblesse. Il ne paraît presser cet arbitrage que lorsque la seconde saisie-arrêt des héritiers de feu Sabatié père a été annulée par le tribunal de première instance.

Pendant plus d'un an, quarante-huit séances avaient été consacrées à entendre les discussions des parties, et les arbitres allaient entrer en délibération sur les 76 questions qui naissaient de l'arbitrage; mais tout s'était borné là. Or, qu'arrive-t-il? Après que la cour a, par un arrêt faute de plaider, maintenu la décision des premiers juges qui annule la seconde saisie-arrêt, Sabatié agit dans l'ombre, collude avec son arbitre ou abuse de sa confiance, lui fait rédiger un procès-verbal de discord que rien n'autorise, et quand il est arrivé à ce point, il intrigue auprès du tiers-arbitre, et le trompe à son tour. Notre arbitre déclare qu'il n'a pas délibéré, il veut se réunir à l'arbitre de Sabatié; quoiqu'il en soit, l'on fait entendre au tiers-arbitre qu'il y a discord, parce que l'un des arbitres l'atteste,

et qu'il peut juger, même sans avoir lu aucune pièce du procès (1). Aussi, dans 24 heures, du 19 au 21 décembre 1831, il est rendu une sentence aux termes de laquelle nous sommes condamnés, comme mandataires des créanciers de la faillite Carol, à payer la somme énorme d'environ 176,000 fr. Sabatié nous laisse ignorer cette sentence inique, et à l'instant où nous allons reprendre les exécutions contre lui, il nous la fait signifier en déclarant qu'il veut se prévaloir de la compensation. Tout est anéanti !

Alors que faisons-nous ? Une opposition est formulée, nous traduisons notre Adversaire devant le tribunal de commerce, et après quatre audiences de plaidoiries longues et difficiles, un renvoi au conseil, nous sommes encore victorieux ; car un jugement du 20 mars 1832, reçoit nos exceptions, rétracte l'ordonnance de M. le président, et annule l'acte monstrueux qualifié *jugement arbitral*.

Appel de la part de Sabatié : l'instance est encore pendante ; et si par un arrêt du 30 juin, la cour a annulé, *par incompétence*, le jugement dont il s'agit, les nouveaux syndics de la faillite n'en conservent pas moins le droit de faire admettre leurs exceptions contre la sentence du tiers-arbitre, puisque le fond reste à juger.

Voilà ce que nous avons fait !

Or, pourra-t-on nous accuser d'avoir compromis les intérêts de nos commettans ? Non, nous ne craignons pas ce reproche.

Mais depuis environ 20 ans qui a fourni aux frais de poursuite ? Le syndicat, et malgré que rien n'ait été recouvré par les syndics, l'un d'eux, pour se rendre agréable aux créanciers, a déboursé plus de 30,000 francs.

Aussi ne le taisons pas, pendant que nous libérons nos mandans, ceux-ci, loin de se plaindre, nous donnaient mille éloges ; il n'y avait personne qui eût autant d'intelligence et de discernement que nous, qui leur inspirât plus de confiance pour la direction de la faillite ; au contraire, quand nous avons réclamé le remboursement de nos avances, l'on nous a prodigué avec un luxe d'expression auquel nous étions bien

(1) Tous les livres, titres et pièces, notamment les procès-verbaux des Séances, dressés par les arbitres, constatant jour par jour la série des aveux, demandes et réponses des parties ; tout cela se trouve renfermé dans une malle fermée à deux clefs, et n'a jamais vu le jour pour le tiers-arbitre.

loin de nous attendre, les épithètes de négligens, de mauvais administrateurs, et l'on n'a pas craint de dire que nous avons sacrifié l'actif en engageant des contestations sans nécessité, en ne faisant point rentrer les valeurs recouvrables, et en exposant des frais inutiles, SANS ORDRE, et contrairement à toutes les règles. C'est ainsi que nous avons été récompensés ! Vit-on jamais pareille ingratitude ??...

Mais à Dieu ne plaise que nous redoutions de semblables accusations; car la force des choses en démontre la futilité, alors que les approbations honorables que nous avons obtenues viennent les repousser comme inexactes et contradictoires.

En effet, l'on n'a pas oublié que, le 7 février 1822, quand nous n'étions que simples commissaires, pour faire cesser la vive résistance que nous éprouvions de la part des enfans Carol touchant la reddition du compte des opérations de la faillite, les créanciers, convaincus de l'insuffisance de notre mandat, en changèrent la base, et nous maintinrent comme syndics définitifs (1). Pourquoi donc nous donner de tels pouvoirs, si nous n'inspirions aucune confiance, s'il ne fallait pas agir ?

(1) Nous mettons sous les yeux de nos juges, copie de la délibération qui fut prise à cet égard; elle est ainsi conçue : « Nous soussignés, créanciers chirographaires, et reconnus de feu Joseph Carol, débiteur failli, suivant son acte de cessation de paiemens du 30 décembre 1807, enregistré au greffe du tribunal de commerce de cette ville, dont les créances ont été vérifiées et affirmées dans les formes de droit; assemblés dans une des salles du tribunal de commerce, à suite du concordat passé entre nous et ledit feu Carol, le 26 avril 1809, lequel a été dûment enregistré et homologué; — Après avoir ouï le rapport de MM. Pre Laye et J. P. Roussille, commissaires par nous nommés par ledit concordat, lesquels ont dit qu'il avait été accordé, audit feu Carol, un délai à l'effet de poursuivre les rentrées de son actif; et notamment le jugement de deux procès lors pendans, l'un contre Sabatié fils aîné, l'autre contre Paul-Alexis Sabatié son père; ledit Carol fut réinvesti à cet effet de l'administration de ses affaires, sous la surveillance néanmoins des susdits commissaires, et la stipulation qu'il ne pourrait être rien fait intéressant la créance, que de leur consentement, et avec leur concours; — Feu Carol est décédé pendant les poursuites qui étaient faites et continuées, tant contre les sieurs Sabatié qu'autres débiteurs; — La succession a été acceptée sous bénéfice d'inventaire par ses enfans, au nombre de cinq; — La liquidation définitive de l'actif dudit Carol ayant été retardée, vu que certains d'entre les héritiers ont transféré leur

Dès le principe, nous n'exercâmes qu'un droit de surveillance, plus tard c'était un compte d'administration bénéficiaire, ou de faillite, que nous demandions, et en dernière analyse, le nouveau mandat ayant agrandi le cercle de nos attributions, nous eûmes à nous livrer à des exécutions sérieuses contre Sabatié, à répondre, en justice, à de nombreuses contestations.

» domicile hors la ville, il en est résulté plusieurs embarras pour leur concours
» dans la marche des affaires ; — La division survenue entre certains d'entr'eux
» et nos dits commissaires ont encore apporté des obstacles nouveaux qui pour-
» raient compromettre les intérêts de la masse ; — Sur quoi, lesdits commissaires
» ont invité l'assemblée d'aviser aux moyens à prendre pour accélérer l'expédition
» de la LIQUIDATION, et le jugement des procès encore pendans ; — Nous susdits
» créanciers, délibérant sur cet exposé, et procédant à suite et en exécution du
» susdit concordat dudit jour, 26 avril 1809, dûment enregistré et homologué ;
— *Considérant que la confiance donnée à feu Carol était personnelle ; que la mort*
» *a changé entièrement à cet égard l'état des choses, et qu'il importe à la masse*
» *de faire cesser tous les obstacles qui peuvent empêcher la LIQUIDATION ou CONCLUSION*
» *des affaires de la faillite ; — AVONS ARRÊTÉ ET CONVENU CE QUI SUIT, EN ASSEMBLÉE*
» GÉNÉRALE TENUE CEJOURD'HUI, DANS UNE DES SALLES DE L'HOTEL DE LA BOURSE : — Art.
» 1^{er} — Nous confirmons les pouvoirs déjà donnés à MM. Laye et Roussille, com-
» missaires nommés dans le susdit concordat du 26 avril 1809 et AJOUTANT AUXDITS
» POUVOIRS, nous les investissons de tous nos droits et actions *pour les exercer en*
» *seuls et sans le concours de qui que ce soit* ; nous leur conférons tous les pouvoirs
» que la loi accorde à des SYNDICS DÉFINITIFS, *les autorisant d'agir dans TOUTES les*
» *affaires de la faillite, leurs circonstances et dépendances, soit en défendant, soit*
» *en demandant*, indépendamment et sans qu'il soit besoin du concours des héritiers
» bénéficiaires de feu Joseph Carol ou AUTRES. — Art. 2. — MM. Laye et Roussille
» auront seuls le droit DE RECEVOIR TOUTES ET CHACUNES LES SOMMES DUES A LA MASSE
» DÉRIVANT, SOIT DE L'ACTIF PORTÉ AU BILAN, SOIT DES PROCÈS POURSUIVIS CONTRE LESDITS
» SABATIÉ ; comme aussi, de faire avec les débiteurs de la faillite, tous accords,
» atermoiemens, relâchemens en capital ou intérêts, qui leur paraîtront convenables,
» et commandés par les circonstances, pour le bien de la créance ; DE FORMER
» TOUTES NOUVELLES ACTIONS ; DE FAIRE RENDRE COMPTE AUX HÉRITIERS BÉNÉFICIAI-
» RES ET A QUI DE DROIT, *et généralement faire tout ce que des syndics définitifs*
» *pourraient faire en vertu de la loi.* — Art. 3. — Le concordat dudit jour 26 avril
» 1809, sera exécuté pour tout le surplus suivant sa forme et teneur, et il en
» sera de même de l'accord fait avec le sieur Guillaume Dupuy, qui recevra aussi
» sa pleine et entière exécution ; *les créanciers soussignés entendant seulement confé-*
» *rer à MM. Laye et Roussille des pouvoirs plus étendus et exclusifs, afin qu'ils*

Ne croyez pas, messieurs, que mettant à l'écart ceux dont nous étions devenus les mandataires, nous leur laissâmes rien ignorer.

Voici ce que nous leur écrivions le 24 juillet 1822 : « Notre zèle pour » les intérêts de la masse ne s'est pas ralenti, malgré les nombreuses » difficultés qui se sont présentées. — Afin de parvenir à la mesure légale » PRESCRITE PAR NOTRE CONSEIL, nous avons présenté requête au tribunal » de commerce ; ce tribunal, par son jugement du 1^{er} courant, a nommé » M. Paul Pouget, juge-commissaire de la faillite, et nous venons aujourd'hui » d'hui provoquer une assemblée générale des créanciers, afin de faire » notre rapport, et soumettre divers objets à leur délibération. — Dans » cette assemblée, il sera question ;

» 1^o Des moyens à prendre pour faire cesser toute opposition formée par » certains des héritiers bénéficiaires à la marche adoptée par vos commissaires pour le bien général de la créance ;

» 2^o De la nomination d'un ou deux syndics définitifs pour régler le » tout et recevoir les fonds qui vont rentrer ; continuer la suite des opérations commencées ; faire procéder à la liquidation générale et effectuer » les répartitions ;

» 3^o De l'allocation de divers frais et honoraires réclamés par le passé ;

» 4^o Du compte de recette des héritiers bénéficiaires, et de celui que » présenteront vos commissaires ;

» 5^o Enfin d'un appel de fonds aux créanciers, et d'un versement dans » la caisse syndicale de la cotisation qui sera convenue entre vous, en » attendant que les fonds qui doivent rentrer s'effectuent. »

Cette réunion fut retardée.

Dans l'intervalle, le sieur Roussille offrit sa démission, et sa retraite ayant alarmé les créanciers, l'on prit une délibération, le 27 décembre 1823, où l'on voit que « l'assemblée ayant délibéré sur la démission proposée,

» puissent parvenir d'autant plus promptement et sans entraves A LA LIQUIDATION » DÉFINITIVE ET A LA FIXATION DE CE QUI DOIT REVENIR A LA MASSE, POUR LA RÉPARATION EN ÊTRE FAITE ENTRE LES CRÉANCIERS, CONFORMÉMENT A LA LOI. — Ainsi » arrêté et unanimement délibéré dans la susdite salle, en assemblée générale, les » jour, mois et an que dessus ; en témoignage de quoi nous avons signé ces présentes. — Suivent les signatures, notamment celles des sieurs Guillaume DORIE, » Prosper GOUNON, pour Jacques GOUNON, ROMESTIN fils aîné, ROMESTIN cadet, etc. » — Enregistré à Toulouse, le 26 février 1822, par DES-ESSARS. »

» a décidé UNANIMEMENT qu'elle ne pouvait l'accepter, et a prié M. Roussille
» de vouloir bien retirer sa démission, et de continuer ses fonctions de
» syndic. » Que répondîmes-nous? que nous y consentions, pourvu toute-
fois que nous fussions seul syndic, et qu'on nous accordât une prime de 5 p/o
sur les rentrées à faire. Que décida-t-on? « Vu l'absence de M. Authier,
» précédemment nommé syndic-caissier, et le besoin qu'avaient plusieurs
» procureurs fondés de consulter leurs commettans, l'assemblée s'ajournait
» à trois semaines pour statuer. » MM. GOUNON et DORIE concoururent à la
délibération.

Une autre assemblée eut lieu le 24 janvier 1824 : l'on délibéra avec
MM. DORIE, GIRARD, ROMESTIN aîné et ROMESTIN cadet, que le syndicat
serait composé des sieurs Roussille et Authier, et puis, « qu'il était
» accordé à M. Roussille, syndic, une prime de 5/o sur toutes les rentrées
» à faire, pour dédommagement des peines et soins qu'il s'était constamment
» donné comme syndic, depuis le concordat du sieur Carol, en mai 1809,
» jusqu'à ce jour, et des peines et soins qu'il se donnerait à l'avenir pour
» l'administration de la faillite. »

Dans le mois de juillet 1825, M. Meyran, juge-commissaire, disait aux
Adversaires : « MM. Les syndics de la faillite de feu Joseph Carol, ayant
» à faire part aux créanciers de ce dernier de la position de cette faillite,
» m'ont prié de convoquer une assemblée générale, le 13 août pro-
» chain, etc., à l'effet de leur faire connaître les résultats des procès contre
» Sabatié père, contre Sabatié fils aîné, et contre les frères Carol, héri-
» tiers bénéficiaires, compte-rendans..... Mais encore les syndics doivent
» prendre votre opinion sur ce qui reste à faire pour parvenir à la rentrée
» définitive des fonds. »

En effet, au jour indiqué, les syndics firent leur rapport, on délibéra,
et l'assemblée, à laquelle assistaient MM. DORIE, GIRARD, GOUNON, ROMESTIN
aîné et ROMESTIN cadet, « déclare à l'UNANIMITÉ, que MM. Roussille et
» Lucien Authier ont toujours été reconnus syndics de la faillite, investis
» de tous les pouvoirs inhérens à cette qualité, et qu'elle persiste de plus
» fort à reconnaître en eux la qualité, et les pouvoirs de syndic qui leur
» ont été expressément donnés dans la délibération du 7 février 1822 (1) ».

Le 28 octobre 1828, M. Recoules, juge-commissaire, écrit une lettre

(1) *Vide supra*, page 11 et suivantes.

de convocation où il s'exprime en ces termes : « Cette assemblée ayant » pour objet de vous exposer l'état de *la situation actuelle* des affaires de » la faillite, les *obstacles* sans nombre que rencontrent *journallement* vos » syndics, et particulièrement M. Roussille, l'un d'eux, *comme directeur » principal de cette affaire*, pour parvenir à leur terminaison, tant de la » part, etc..... et ces circonstances, *vraiment affligeantes*, exigeant IMPÉ- » RIEUSEMENT l'adoption prompte des mesures nécessaires pour y rémédier » efficacement; je vous invite, etc..... Je ne dois pas vous laisser ignorer » que, faute par vous de répondre à cette invitation, MM. les syndics, » déjà depuis long-temps découragés par la lutte longue et pénible qu'ils » ont jusqu'ici soutenue pour vos intérêts, *avec un zèle qui ne s'est jamais » démenti*, et qui leur a fait obtenir des succès auxquels, sans leur dévoue- » ment, l'on n'aurait pu s'attendre, se verraient dans la dure nécessité » D'ABANDONNER leurs fonctions, et de renoncer à la terminaison du mandat » dont vous les avez investis. »

Or, le 10 novembre, les créanciers se réunissent, entendent notre rapport (1), et délibèrent à L'UNANIMITÉ, MM. GIRARD et ROMESTIN aîné, *présens* ;

» 1^o Que l'assemblée adopte le rapport fait par M. Roussille, qui fait » connaître à l'assemblée *la situation des affaires de la faillite jusqu'à ce » jour*, et qu'elle APPROUVE et RATIFIE, en cas de besoin, *toutes les démar- » ches et mesures prises par les syndics, et notamment par M. Roussille*, » SYNDIC-DIRECTEUR, pour activer lesdites affaires et en procurer le plus » heureux résultat, dans l'intérêt de la masse pour laquelle il agit ;

» 2^o Que, vu les difficultés dont les syndics de la masse sont entravés » journallement dans l'exercice de leurs fonctions, il convient de nommer » une commission de huit membres prise dans le sein de l'assemblée, à » l'effet d'aider lesdits syndics de leur influence, soit en justice, soit dehors, » et démontrer ainsi que les créanciers, qui avaient déjà depuis long-temps » accordé à leurs syndics LES POUVOIRS LES PLUS ÉTENDUS pour s'occuper

(1) Nota. Ce rapport fut déposé au greffe du tribunal de commerce, et porte en substance qu'il est dû au sieur Roussille savoir :

1^o Pour autant dont il est en avances. 15,991^f 24^c

2^o Emprunt qu'il a contracté pour le compte de la masse. 4.500 00

TOTAL 20,491^f 24^c

» de leurs affaires , et les représenter *en toute occasion* , approuvent entièrement tout ce qu'ils ont fait , et les autorisent *de plus fort* à agir pour les intérêts de la masse. »

MEMBRES DE LA COMMISSION :

MM. Lafue-d'Auzas , Julien de Saget , Courtois , Couderc ; Carrière fils , Astre , Latapie aîné , et *Guillaume DORIE*.

En 1829 , les syndics adressent une invitation aux créanciers , et l'on y rencontre ces expressions remarquables : « Vos syndics ont redoublé d'efforts , etc. ; ils ont transigé avec les ayans-cause de feu Guillaume Dupuy , avec le sieur Lasserre ; ils se sont rapprochés des héritiers Carol , après avoir fait fixer leurs droits envers ce dernier , par la cour royale (1) ; ils ont répondu aux divers Mémoires de Sabatié ; enfin , ils ont mis tout en œuvre pour terminer les procès existans contre ce dernier et ses adhérens. — Mais toutes leurs tentatives ont été jusqu'ici *sans succès*..... Dans cet état de choses , nous nous sommes convaincus de l'utilité et de l'urgence de vous assembler de nouveau. — Le concours de vos efforts nous est indispensable pour lutter avec avantage contre nos astucieux et puissans Adversaires..... — Sans ce concours , et cet appui franc et sincère que nous vous demandons , *et auquel nous avons tant de justes motifs de nous attendre* , nous vous déclarons que nous considérerions d'avance vos affaires comme *totalelement perdues* , et vos intérêts comme *entièrement compromis* ; que vos syndics *cesseraient leurs fonctions* , et qu'il ne leur resterait d'autre parti à prendre que de se faire *rembourser par vous* des avances et frais qu'ils ont bien voulu consentir à faire **DE LEURS PROPRES DENIERS** , dans votre intérêt. »

Le cinq novembre , nouvelle assemblée où assiste *M. DORIE* , membre de la commission , et tant pour lui **PERSONNELLEMENT** , que comme mandataire de quelques autres créanciers. Dans un rapport qui fait connaître la situation de la faillite , nous nous portons créanciers , *pour avances* , d'environ 25,000 francs. Qu'est-il répondu ?

« Sur ce , les créanciers assemblés , ont déclaré à l'**UNANIMITÉ** , 1^o qu'ils approuvent de plus fort tout ce que le sieur Roussille , *syndic-directeur*

(1) L'arrêt qui statue sur la reddition du compte d'administration bénéficiaire et de faillite , est du 12 Janvier 1829.

» de la masse, a fait jusqu'ici, tant en jugement que dehors, pour les
» affaires de la faillite, COMME ILS APPROUVENT D'HORS ET DÉJÀ TOUT CE
» QU'IL CROIRA DEVOIR FAIRE DANS L'INTÉRÊT DE LA MASSE, le priant de ne pas
» se décourager et de continuer d'agir jusqu'à la fin, avec le même zèle et le
» même dévouement que par le passé; — 2° Que les bruits répandus par
» Sabatié, soit verbalement, soit par écrit, contre le sieur Roussille, sont
» dénués de tout fondement, principalement en ce qui touche la prétendue
» acquisition de créances par ledit Roussille; que ce sont autant de *calom-*
» *nies* que l'assemblée repousse *autant qu'il est en elle*, invitant le sieur
» Roussille de n'y avoir aucun égard, et de ne pas se laisser intimider;
» — 3° Enfin, que le sieur Roussille *méritait à tous égards, la confiance*
» *ENTÈRE* dont l'ont investi les créanciers, ils ne croient pas convenable de
» déférer à la demande qui leur a été faite, *de nommer un troisième syndic*;
» mais qu'ils promettent de se réunir à lui toutes les fois qu'il leur en
» manifestera le besoin, *ou le désir*, afin de l'appuyer, de le seconder
» de leurs efforts, de leur concours, et témoigner par là, *leur approbation*,
» ET LA SATISFACTION QU'ILS ÉPROUVENT DES SOINS DE TOUTE ESPÈCE DE LEUR
» SYNDIC. »

Le dix janvier 1831, une autre réunion a lieu en présence de M. ROMESTIN cadet; nous faisons notre rapport sur l'état litigieux et financier de la faillite, en instruisant les créanciers que nous sommes en avances d'une somme de 27,921 fr. 65 c., indépendamment de l'emprunt de 4,500 fr.; mais, ce jour-là, les créanciers n'étant pas en nombre pour délibérer, tout se borne à un renvoi. L'on se réunit encore le 20 janvier, sans rien arrêter, parce que l'assemblée ne se croit pas en nombre suffisant. Alors M. Jeanbernat aîné, juge-commissaire, ajourne au 29 janvier, et par sa lettre convocation, il dit aux créanciers: « Je ne dois pas vous
» laisser ignorer que, *faute par vous de répondre à cette invitation*, le sieur
» Roussille se verrait forcé d'avoir recours A LA VOIE JUDICIAIRE, ce qui
» serait fort désagréable, et produirait un très-mauvais effet dans la position
» où se trouvent les affaires de la faillite. — Si vos occupations, ou tout
» autre empêchement, ne vous permettaient pas d'assister vous-même à
» l'assemblée, il est indispensable, du moins, que vous veuillez bien
» recommander à ceux qui vous représentent de s'y rendre, afin de mettre
» à cette affaire l'intérêt particulier qu'elle réclame. »

On délibère, en effet, le 29 janvier 1831. Que décide-t-on? Le voici :

« L'assemblée a reconnu la *légitimité* de la demande de M. Roussille, et a
» UNANIMEMENT délibéré de faire un appel de fonds à la généralité des
» créanciers, et de demander à chacun d'eux une somme à raison de
» 6 p. % sur sa créance admise, sauf ensuite, *dans le cas d'insuffisance*,
» à y être pourvu par une nouvelle décision. — Cette délibération ayant
» été prise, M. Roussille a dit, qu'il en attendrait les effets; mais que si
» les créanciers ne déféraient pas à l'invitation qui leur serait faite, de
» payer sans délai leur part relative, il userait des droits que lui donnent
» les art. 1099, 2000, 2001 et 2002 du code civil, et de l'art. 2007,
» quant à son remplacement (1). »

Cet appel de fonds ne produisit point un grand résultat; aussi le 9 février 1831 nous fîmes notre démission, et le syndicat fut réorganisé. Depuis lors de nouveaux syndics ont pris la suite des affaires, et nous n'avons plus concouru aux délibérations postérieures qu'en notre nom personnel, sauf que nous avons poussé la générosité jusqu'à faire des avances aux créanciers de la faillite, quoique nous plaidassions avec eux sur le réglemeut du compte des sommes que, comme mandataire, nous avons payé à leur libération.

Dans le mois de janvier 1832, M. Ducos, juge-commissaire, sur la demande des syndics actuels, invita les créanciers à une assemblée générale. « Il est, dit-il, d'autant plus important que vous vous y trouviez,
» que le sort de la créance est peut-être attaché à ce qui sera décidé dans
» cette réunion. » — Il ajoutait ensuite: « L'arrêt rendu le 23 décembre
» dernier par la cour royale de Toulouse, contre les héritiers de feu Sabatié
» père, qui doit faire rentrer environ 240,000 francs, semblait avoir termi-
» né l'affaire la plus importante du syndicat. Un incident *que ma position*
» *ne permet pas de qualifier*, est survenu. Il est urgent d'aplanir ce nou-
» vel obstacle, et le concours de tous les créanciers y est indispensable. »

(1) Peut-on dire aujourd'hui que, depuis 1812 nous avons des fonds en caisse pour parer à nos avances? Est-il possible de soutenir que nous soyons responsables de plus de 60,000 francs, pour de prétendues valeurs recouvrables? Est-on fondé à nous refuser le paiement de notre compte de frais, parce que les syndics d'une faillite ne doivent avoir d'action que sur l'actif? Voilà tout le procès. Mais pourquoi par la délibération du 29 janvier 1831, venir à notre secours, en nous payant une coécation? C'est une contradiction choquante. A-t-on jamais vu un mandataire perdre ce qu'il a déboursé??.....

Or, nous voyons dans la délibération qui eut lieu le 1^{er} février suivant que, « M. ROMESTIN, parlant au nom de la commission chargée de » vérifier le compte des dépenses de M. Roussille, fait son rapport, et » que le travail de la commission est remis pour être présenté au tribunal, » et servir au jugement des instances engagées contre divers créanciers (1). »

Au même instant, nous faisons connaître l'état des affaires de la faillite; et nous demandons qu'on permette d'emprunter 6,000 francs au nom de la masse, pour parer au plus pressé. Est-il formé quelque opposition? Non. Mais quelle est la réponse des créanciers? « L'assemblée, ayant » mis en délibération la proposition du sieur Roussille, et après avoir » pris l'avis de chacun des membres présents, a délibéré, à la majorité » des suffrages, que MM. les syndics de la faillite étaient autorisés à faire » un emprunt, au nom de la masse des créanciers, de la somme de » 6,000 francs, pour le terme de dix-huit mois, de laquelle somme les » syndics seront remboursés par lesdits créanciers, individuellement, » chacun au marc le franc de sa créance. Il est bien entendu, et expressément convenu qu'il n'y aura aucune solidarité entr'eux pour le fait » de cet emprunt, et que la présente convention ne doit rien préjuger » relativement aux emprunts faits antérieurement, ou qui pourraient » être contractés à l'avenir. »

Eh bien! qui le croira, dans le seul dessein de faciliter l'emprunt, d'activer les affaires du syndicat, alors cependant que nous avons cessé

(1) Nous copions ici le résumé de ce rapport.

RÉSUMÉ.

Les reçus positifs s'élèvent à	21,876 ^f 21 ^c
1 ^o Recettes présentées par Roussille.	4,195 ^f 98 ^c } 5,320 ^f 98 ^c
2 ^o Recettes OMISES.	1,125 00 }
Il résulte qu'il y aurait des reçus positifs pour une somme de.	16,556 ^f 98 ^c
Reçus douteux.	9,037 34
Sommes sans reçus.	3,555 05
	<hr/>
TOTAL.....	29,149 ^f 37 ^c

M. Roussille nous a déclaré qu'il avait emprunté une somme de 4,500 francs.

Nous n'avons pas cru devoir nous occuper des intérêts.

Fait à Toulouse, le 1^{er} février 1832.

E. ROMESTIN, CANALS, JACQUES FAGES.

nos fonctions, nous signâmes, conjointement avec les syndics, l'obligation de 6,000 fr. qu'ils étaient autorisés à contracter.

Cette somme a été perçue, employée dans l'intérêt de la faillite, et un arrêt de la cour, du 15 janvier 1833, nous ayant condamnés solidairement, force a été de payer, parce que le porteur a bien voulu nous donner la préférence.

D'autre part, M^e B. Gasc, avoué des anciens syndics, étant créancier d'une somme d'environ 5,000 fr. pour frais de poursuites, a encore exigé de nous, il y a quelques mois, l'acquittement de la dette.

Toutefois, malgré les diverses autorisations, vérifications et ratifications dont nous venons de parler, nos avances sont méconnues, contestées par deux de nos Adversaires; et à quelle époque? le 13 septembre 1832 !!...

En effet, pour faire statuer sur la demande en remise de nouveaux fonds, une assemblée avait été provoquée; et lorsque M. le juge-commissaire énonça la proposition, les sieurs E. Romestin et Romestin cadet déclarèrent s'y opposer. « Le syndicat, dirent-ils, doit en être suffisamment pourvu, car le sieur Roussille est débiteur. »

Ainsi, comme on le voit, ce serait en vain que les 10 novembre 1828, 5 novembre 1829 et 10 janvier 1831, nous aurions été créanciers, d'abord, de 20,491 fr. 24 c., puis d'environ 25,000 fr., et ensuite de 27,921 fr. 65 c.; vainement, le 29 janvier 1831, nous aurait-on accordé un à-compte, alors que le 1^{er} février 1832 l'on permit aux syndics d'emprunter 6,000 fr. pour le compte et dans l'intérêt de la masse obérée; tout cela deviendrait inutile, et parce que nous voulons être remboursés, l'on pourrait révoquer des ratifications expresses, et soutenir que nous sommes débiteurs, pour ne point nous payer.

Et de quoi serions-nous débiteurs? De la *modeste* somme de 64,000 fr.!... Pour quelle cause? à raison des valeurs qu'on allègue avoir ou dû être recouvrées avant le 7 février 1822, jour où nous fûmes nommés co-syndics, tandis que le 1^{er} février 1832, en assemblée générale, trois commissaires spéciaux, chargés de vérifier nos comptes, émirent l'avis qu'il nous était dû plus de 25,000 fr. Il est vrai qu'ils élevèrent la prétention de nous forcer en recette; mais de quelle somme? de 1,125 fr. Quelle contradiction avec le système d'aujourd'hui!

§ III.

Demande en réglemeut de nos avances, vérifications, débats, jugemens et appel devant la Cour.

Le 2 mars 1831, nous ajournâmes nos Adversaires devant le tribunal de commerce de Toulouse, en condamnation *solidaire* de 27,048 fr. 88 c., montant du compte arrêté par les syndics actuels, avec intérêts et frais, sauf erreurs ou omissions.

Un jugement interlocutoire fut rendu le 31 mai suivant ; il ordonna que nous présenterions notre compte d'administration, *en recette et dépense*, à la masse des créanciers de feu Carol, en présence du juge-commissaire de la faillite, et qu'il serait procédé à la vérification, au réglemeut de ce compte dans la forme qu'ils détermineraient.

Or, ce compte remis en assemblée générale, le 9 juin, une commission de trois membres reçut le mandat de l'examiner : nous réitérâmes l'offre de donner en communication chez nous, dans le bureau particulier du syndicat, à *chaque créancier*, toutes les pièces de notre gestion syndicale.

Plus d'un mois était déjà écoulé, sans que MM. A. Canals, E. Romestin et Girard, commissaires, eussent fait aucune démarche pour remplir leur mandat ; aussi le 16 juillet, nous fûmes obligé de les constituer en demeure.

Tel était l'état des choses, lorsque M. Girard ayant manifesté le désir *d'abdiquer* ses fonctions de commissaire, M. Jacques Fages, par délibération du 6 septembre, vint le remplacer.

Cette commission ainsi composée, s'occupa de la vérification, et le 1^{er} février 1832, les créanciers assemblés, elle fit son rapport (1).

Il ne s'agissait plus que de revenir à l'audience ; l'on y revint, en effet, le 26 avril.

M. Ducos, juge-commissaire, s'exprima en ces termes :

« Messieurs,

» Pour ne pas me présenter à vous les mains vides, je vais vous donner le résumé du travail fait par MM. les commissaires, travail qui a

(1) *Vide supra*, page 19.

» été soumis à l'*approbation* des créanciers , réunis pour la troisième fois ,
» le 1^{er} février dernier.

» Voyons d'abord en quoi consistait la demande formée par le sieur
» Roussille.

» Son compte de recettes et dépenses , arrêté le 10 janvier 1831 , et le
» compte de temps qui y est joint , présente une balance en sa faveur ,
» de 27,048^f 88^c

» C'est cette somme qui formait l'objet de sa première
demande.

» Un nouveau compte de dépenses seulement et d'in-
» térêts a été ouvert par M. Roussille , depuis que l'ins-
» tance actuelle est pendante , et ce compte , arrêté le 30

» septembre 1831 , est balancé par 4,105^f 81^c

Le tout revenant à 31,154^f 69^c

» Messieurs les commissaires se sont trouvés grandement embarrassés
» lorsqu'ils sont entrés dans la vérification des détails de ces comptes. Il
» s'y rencontre fréquemment des articles qui , dans un compte de quelques
» années , auraient passé de confiance ; mais ils se sont souvent répétés ;
» ils ont fini par former une somme telle que MM. les commissaires ,
» ne se croyant pas suffisamment autorisés pour les *adopter* ou les
» *rejeter* , sentant d'ailleurs qu'ils ne pouvaient pas être juges et parties
» dans les différends qui se sont élevés entr'eux et M. Roussille , MM. les
» commissaires ont décidé de former trois catégories dans le compte
» qu'ils ont refait.

» 1^{re} CATÉGORIE.

» Sommes appuyées par des reçus 21,876^f 21^c

» 2^{me} CATÉGORIE.

» Sommes dont les reçus n'ont pas paru suffisans 9,037 34

» 3^{me} CATÉGORIE.

» Sommes portées sans reçus 3,555 05

En tout , ci 34,468^f 60^c

» Et par suite du système qu'ils ont adopté , MM. les commissaires ont
» déduit , de la somme portée à la première catégorie , le montant des

» recettes qu'ils ont estimé avoir été faites par M. Roussille ; par quoi la
» somme dûe , INCONTESTABLEMENT DUE A M. ROUSSILLE , se porterait seule-
» ment à 16,556 fr. 98 c.

» M. Roussille a protesté à l'assemblée du 1^{er} février contre cette ma-
» nière de procéder, et j'ai promis de mentionner sa protestation dans mon
» rapport. Il n'est pas juste de laisser croire qu'il ait donné son adhésion
» au compte fait par MM. les commissaires.

» Résumons-nous :

» Il résulte du travail de MM. les commissaires que M. Roussille est
» créancier de la masse en une somme de 16,556 fr. 98 c. , *déduction*
» faite des recettes , et que les intérêts n'y sont pas compris.

» De plus , que MM. les commissaires ont reçu de M. Roussille la dé-
» claration qu'il avait emprunté 4,500 francs pour le compte et les besoins
« de la masse.

» AINSI, IL EST ÉVIDENT QUE M. ROUSSILLE EST CRÉANCIER DE LA MASSE EN UNE
» SOMME CONSIDÉRABLE, ET QU'ON NE PEUT PLUS RAISONNABLEMENT LE CONTESTER.

» L. DUCOS. »

A suite de ce rapport , la cause fut plaidée, et le même jour le tribunal
rendit un jugement par lequel il ordonna que l'interlocutoire du 31 mai
1831 serait de plus fort exécuté, et qu'à cet effet, le juge-commissaire
de la faillite convoquerait incessamment les créanciers de feu Carol , dépens
réservés.

L'assemblée eut lieu le 24 mai, et, ce jour-là , MM. Romestin cadet
et Jacques Fages reçurent la mission de procéder à la vérification et au
réglement du compte de notre administration , tant en recettes qu'en
dépenses. Et « ayant été invités à fixer un délai dans lequel MM. les
» commissaires rapporteront leur travail à l'assemblée (c'est M. le juge de
» la faillite qui parle), nous l'avons fixé à un mois et demi à compter
» de ce jour. Si MM. les Commissaires n'ont point terminé leur opération
» et ne l'ont point communiquée aux créanciers , il en sera par nous référé
» au tribunal qui statuera ce qu'il appartiendra. »

Peu de jours après , le 28 mai, ces deux commissaires se rendirent
au bureau du syndicat ; mais que nous demandèrent-ils ? De rendre compte,
chapitre par chapitre, de l'actif que présente le bilan de feu Carol ,
c'est-à-dire du produit des immeubles , de celui du mobilier, et des diverses
entrées provenant des créances bonnes , douteuses et mauvaises.

Nous répondîmes que nous avions administré *d'accord et concurremment avec les autres syndics* ; que nous n'étions pas responsables de l'actif de la faillite , mais seulement des sommes que nous avons reçues , et que le compte ayant déjà été remis, nous offrions de donner en communication toutes les pièces et titres établissant l'administration du syndicat. Nous représentâmes aussitôt plusieurs pièces au nombre desquelles se trouvait le compte rendu par les héritiers Carol , en faisant observer qu'un arrêt de la cour , en date du 12 janvier 1829 , avait tout liquidé entre les syndics et lesdits héritiers.

Le 30 mai, nouvelle séance, et les commissaires nous font les questions suivantes :

1^o Qui a fait vendre les immeubles ?

2^o Les créanciers hypothécaires payés, y a-t-il eu un reliquat ?

3^o En quoi consiste-t-il ?

4^o Quelles étaient les reprises de madame veuve Carol ?

Or, quelle fut notre réponse ?

« Dans le temps, aux assemblées des créanciers, nous avons rendu compte de tout ce qu'on nous a demandé aujourd'hui. »

Une troisième séance a lieu le 2 juin : que s'y passe-t-il ? Mêmes questions, même réponse.

Cependant, pour témoigner combien nous étions désireux d'abrèger les contestations, nous observâmes que, le 26 avril 1809, Carol avait été réintégré dans toutes ses affaires, et que, dès cet instant, notre gestion avait cessé ; que le compte antérieur avait été rendu au failli par M. Laye et par nous, ainsi que cela résultait de la décharge que nous représentions ; que Carol étant mort le 4 mai 1812, ses enfans s'étaient emparés de tout son actif ; qu'ils avaient fait vendre ses meubles et ses immeubles ; que quant au prix des meubles, les syndics l'avaient reçu le 6 septembre 1822, et qu'ils en faisaient compte aux créanciers ; que pour ce qui se rapportait à la valeur des immeubles, le prix avait été distribué par jugement du 30 novembre 1822, et que prélèvement fait de deux créances hypothécaires inscrites, le surplus avait été insuffisant pour couvrir les reprises dotales de la veuve ; qu'au surplus, en vertu de l'autorisation de nos commettans, nous avons nous-mêmes, *et en leur nom*, réclamé aux enfans Carol le compte qu'on voulait exiger de nous, et que l'appurement avait été fait par l'arrêt du 12 janvier 1829.

« A quoi bon, disait M. Roussille, me demander l'emploi de toutes les
» valeurs mobilières et immobilières de la faillite Carol, lorsqu'il est de
» notoriété publique que je n'ai pas administré ; que les héritiers Carol
» ont géré eux-mêmes en la qualité bénéficiaire, qu'ils ont fait vendre le
» mobilier dépendant de la succession, ainsi que le domaine du Casque,
» situé à Cugnaux, le seul immeuble que possédait Carol père, à l'époque
» de son décès, et que, *pour ce qui est des créances actives*, je n'en ai pour
» suivi que deux, l'une contre Sabatié père et l'autre contre Sabatié fils
» aîné ? ?.....

» Or, je l'avoue, toutes ces questions m'étonnent, et ma surprise est si
» grande que, si je n'avais à faire à des hommes consciencieux, ennemis
» des mauvaises contestations, ce que je vois, ce qu'on m'objecte, tendrait à
» me faire croire qu'on a formé le dessein d'éluder ma juste réclamation.

» Il faut pourtant que toute chose ait son terme, et que chacun rentre
» dans les droits qu'il a : aussi, malgré ma condescendance pour les volon-
» tés du tribunal de commerce, le respect que m'inspirent ses décisions,
» et le désir que j'ai de complaire les créanciers *mes débiteurs*, je dois
» m'empresse de le dire, j'éprouve le besoin de terminer avec eux.

» Je vous invite et vous requiers au besoin de me communiquer de suite
» vos impugnations, *si vous croyez devoir en faire*, pour me faciliter les
» moyens d'y répondre, et de soutenir ainsi la justice de ma réclamation. »

Le cinq juin, quatrième séance des commissaires, et au lieu de s'occu-
per de l'examen des articles de notre compte, de les contester, de prendre,
en un mot, la voie qui devait arriver à une solution dans l'intérêt de tous,
ils nous demandent :

1° Que sont devenus les fruits du domaine du Casque ?

2° Pourquoi le mobilier n'a-t-il été vendu que 1,785 francs 95 centimes,
tandis que Carol père, dans son bilan, l'avait porté à la somme de 15,000
francs ?

3° En quelle qualité avez-vous reçu cette somme de 1,785 fr. 95? cen.

« Je me suis bien mal expliqué, répondait M. Roussille, ou vous avez
» bien mal compris ce que j'eus l'honneur de vous dire à la précédente
» séance ; car les réponses que je fis résolvait d'avance toutes les questions
» que vous me faites.

» Pouvez-vous sérieusement me demander l'emploi des fruits du domaine,
» lorsque vous savez que nous attaquâmes les enfans Carol en reddition des

» comptes de leur administration bénéficiaire à partir de 1812, époque de
» la mort de leur père, et qu'un arrêt de la cour de Toulouse, du 12 jan-
» vier 1829, a tout réglé entr'eux et les syndics? Je ne le pense pas.

» Même observation touchant la différence qui existe entre la somme de
» 15,000 francs, valeur que Carol père donna à son mobilier dans le bilan
» qu'il rédiga, et la somme de 1,785 francs 95 centimes.

» Or, ce n'est pas à moi qu'il appartient de savoir ce qu'est devenu ce
» mobilier, ni pourquoi les acheteurs ne voulurent point le payer aussi
» cher que Carol l'avait pensé. Tout ce que j'ai à vous dire à cet égard,
» c'est que les meubles et effets furent rendus à Carol père; qu'après sa
» mort, ils passèrent dans les mains des héritiers bénéficiaires qui les
» firent vendre en partie. Adressez-vous donc aux enfans Carol, si vous
» êtes curieux d'approfondir cette question; quant à moi, je n'y prends
» aucun intérêt: seulement je puis vous dire que nous avons démontré,
» lors des impugnations du compte des frères Carol, qu'ils devaient être
» déclarés débiteurs de 6,213 fr. 25 cent., relativement aux meubles,
» et que cette somme avait été comprise dans notre demande de 31,931 fr.
» 70 c., faite aux compte-rendans.

» Que voulez-vous que je réponde à cette troisième question contra-
» dictoire que vous me proposez: *Avez-vous reçu le prix du mobilier vendu*
» *comme syndic, ou comme commissaire-surveillant?*

» Il me semble, Messieurs, que la saine raison aurait dû vous empêcher
» de parler de la sorte; car peu importe aux créanciers que j'aie touché
» la somme en telle ou telle qualité, pourvu que je leur en fasse compte.

» Mais voulant vous satisfaire, je vous ferai remarquer que la qualité
» de commissaire-surveillant ne comporte avec elle AUCUNE GESTION,
» AUCUNE PERCEPTION DE FONDS, et qu'il implique qu'un simple surveillant
» puisse introduire une action en justice pour contraindre quelqu'un à lui
» remettre une somme dont il n'a pas l'administration, et encore moins
» la disposition (1). C'est aussi comme syndic que j'ai retiré le produit du
» mobilier des caisses du receveur-général. Cela me semble assez expliqué.
» Je vous observe néanmoins, pour répondre à une de vos précédentes

(1) Voilà pourquoi la résistance des enfans Carol ayant été appréciée par les créan-
ciers, ceux-ci donnèrent à MM. Laye et Roussille, la qualité de Syndics définitifs.
Vid. supra, pag. 11 et suivantes.

» questions , que je n'ai pris la qualité de *syndic-directeur* que long-temps
» après la mort de madame Carol.

» Il paraît , Messieurs , que vous avez totalement oublié mon invitation
» de me faire connaître de suite les impugnations que l'intérêt de vos
» mandans pourrait vous suggérer envers le compte que j'ai fourni. Voilà
» ce qui m'oblige à persister de plus fort dans cette invitation , *en même*
» *temps que je vous somme d'y accéder* , AU PLUS TARD DANS LE DÉLAI DE
» HUITAINE , *en me faisant connaître une seule et dernière fois quelles sont vos*
» *intentions à cet égard.*

» Je vous déclare enfin que je ne répondrai plus rien aux interpellations
» particulières que vous pourriez encore me faire , SI ELLES NE SONT POINT
» DE VRAIES IMPUGNATIONS AU COMPTE PRÉSENTÉ. »

La vérification des comptes n'eut pas lieu ; MM. les commissaires ne
voulurent point continuer , et renvoyèrent la séance au surlendemain.

En effet , le 7 juin , nouvelle comparution au bureau du syndicat. Que
s'y passe-t-il ? Que veut-on savoir ? Que disent les commissaires ? Le voici :

1^{re} QUESTION.

*Qu'est devenu le bon actif porté au bilan de feu Carol , et consistant en
lettres de change , billets en portefeuille ou de tout autre nature , et dans
tous les cas , quelles sont les démarches et poursuites qu'ont fait ou dû faire
les syndes , conformément à la loi qui leur imposait ce devoir ?*

2^{me} QUESTION.

*De quelle somme les héritiers bénéficiaires de feu Carol ont-ils été reconnus
débiteurs de la masse des créanciers , dans les comptes que les syndics leur
ont fait rendre ?*

3^{me} QUESTION.

*Y a-t-il eu jugement ou arrêt à l'égard de cette reddition de compte , et
de quelle date sont les jugemens ou arrêts rendus dans cette circonstance ?*

4^{me} QUESTION.

*Quel a été le reliquat exact dont les héritiers Carol ont été , en définitive ,
reconnus débiteurs ?*

5^{me} QUESTION.

*Ce reliquat a-t-il été payé , et en supposant qu'il ne l'ait pas été , quelles
sont les diligences qu'on a fait pour y parvenir ?*

Nous persistâmes dans nos précédentes réponses.

Le 8 juin , autre séance qui ne produit encore aucun résultat. Pourquoi cela ? Parce que les commissaires s'attachent toujours à l'actif que nous n'avons pas administré , en répétant les mêmes questions.

« Nous voilà, Messieurs , à la sixième séance (observait M. Roussille),
» et cependant je suis encore à me demander quel est votre dessein , ce
» que vous prétendez faire.

» Au lieu d'aborder franchement la question , vous suivez un détour
» peu compatible avec l'objet qui est en litige entre vos mandans et moi.
» Il faut vous le dire aussi , tout démontre maintenant que vous voulez ,
» non pas vous occuper de l'examen de mon compte , mais bien nous
» faire perdre , en vaines disputes , en longueurs fatigantes , le temps
» pendant lequel doit durer votre mandat , et me laisser dans la même
» position vis-à-vis de mes débiteurs.

» Non contens de m'adresser des questions aussi insignifiantes les unes
» que les autres , et parce que je vous faisais trop bien sentir tout ce
» qu'elles avaient de déplacé , de ridicule , vous avez imaginé de ne plus
» observer à mon égard les formes honnêtes et polies qu'on trouve ordi-
» nairement chez des personnes de votre qualité ; et tandis qu'il avait été
» convenu entre nous , verbalement , que la veille du jour où vous vous
» rendriez chez moi , vous me communiqueriez , à l'amiable , tous les
» points sur lesquels vous voulez que je réponde , alors surtout que vous
» aviez commencé d'exécuter cette convention ; vous n'avez pas craint de
» me déclarer à la dernière séance que vous ne procéderiez plus ainsi. Et
» pourquoi cela , je vous le demande ? Pour me tendre un piège , spé-
» culer sur l'embarras où je me trouve de vous faire connaître à l'instant
» même les faits nombreux qui sont survenus dans la gestion syndicale ,
» c'est-à-dire depuis que la faillite Carol a eu des syndics et non pas des
» commissaires-surveillans.

» Voudriez-vous , par hasard , me compromettre , et abuser du droit
» que vous avez de m'interpeller , quand bon vous semble ?

» Croyez-vous que j'aie présent à l'imagination tous les objets qui se
» sont succédés avec rapidité dans la faillite Carol , et que je sois à même
» de vous répondre sans délai , sans , au préalable , avoir examiné la comp-
» tabilité , les actes de la faillite , et les diverses contestations qui se sont
» élevées entre les syndics et Sabatié aîné ? vous ne le croyez-pas , vous
» n'en pensez-pas un mot.

» Si vous agissez de la sorte , ce ne peut être que pour tâcher de me
» trouver en contradiction avec moi-même , et , par une réponse sur
» laquelle je ne serais pas entièrement fixé , fournir des armes à Sabatié
» contre les syndics avec lesquels il plaide encore. Ce qui le prouve ,
» Messieurs , c'est que vous allez jusqu'à me refuser copie de vos procès-
» verbaux , sous le frivole prétexte que je pourrai me les procurer au
» greffe , quand vous y aurez déposé la minute.

» Mais jusqu'à ce que vos procès-verbaux soient remis entre les mains
» du greffier , si d'ailleurs vous les y portez , qui me mettra à même de
» saisir le fil de vos opérations , de revenir sur ce fatras d'inutilités dont
» vous m'avez gratifié jusqu'à ce jour ? Et si vous ne les déposez pas ,
» quelle sera ma position envers les oyans-compte ? Vous aurez toutes mes
» réponses , tous les renseignemens que je vous aurai fourni , et moi je
» serai privé de pouvoir faire usage contre vous de ce que vous aurez con-
» signé dans vos procès-verbaux. Aussi , dans le cas où mes réponses ne
» vous seraient point favorables , vos mandans pourront les supprimer ,
» remettre tout en question , me perpétuer dans des contestations d'une
» injustice prouvée.

» Voilà quelle serait la conséquence de ce que vous voulez faire !!...

» Cependant , Messieurs , tout me porte à croire qu'il n'en sera pas
» ainsi. Non , ce que j'ai eu l'honneur de vous exposer , vous fera revenir
» de votre système , et quittant les voies sinueuses , que des conseils inté-
» ressés vous ont suggéré , j'ose me flatter que vous rentrerez dans les
» bornes de votre loyauté personnelle et habituelle.

» Mais dans la supposition où vous ne le feriez point , je vous le déclare ,
» vous n'obtiendrez rien de moi ; car je me bornerai à persister dans les
» réponses et sommations que je vous fis , les 2 et 5 juin courant.

» Or , expliquez-vous ; cela pourra-t-il vous convenir , cela vous mettra-
» t-il à même de remplir votre mandat ? et si vous ne pouvez pas l'exécuter ,
» qui en sera la cause ?

» Répondez à votre tour.

» Dans tous les cas , vu ce qui résulte des procès-verbaux , répétant en
» tant que de besoin ce qu'ils contiennent , je vous invite et vous requiers
» de me faire connaître , dans le délai que j'ai déjà fixé , TOUTES VOS
» IMPUGNATIONS A MON COMPTE.

» Et comme il est de règle que les débats sur un compte sont toujours

» écrits, et mis à la disposition de celui qui le rend, afin qu'il puisse
» fournir ses soutènements et réponses, je vous somme de me donner copie
» desdites impugnations, *si vous croyez devoir en faire*, ou bien de déposer
» votre procès-verbal au greffe, pour que j'aie en prendre connaissance
» avant que d'y répondre.

» Au surplus, JE VOUS RENOUVELLE L'OFFRE QUE JE VOUS AI FAITE PLUSIEURS
» FOIS, DE VOUS REPRÉSENTER A TOUTE HEURE, A TOUT INSTANT, LES
» PIÈCES, TITRES ET DOCUMENTS DE LA GESTION SYNDICALE, DANS MON DOMICILE,
» SANS DÉPLACEMENT, POUR FACILITER VOS OPÉRATIONS, ET VOUS METTRE A
» MÊME DE VOUS LIVRER A TOUTES LES INVESTIGATIONS QUI VOUS PARAÎTONT
» CONVENABLES, SOUS LA RÉSERVE DE MES AUTRES DROITS, ACTIONS ET EXCEPTIONS.»

Eh bien! que font les commissaires? Ils clôturent leur procès-verbal. Et comme, disent-ils, le sieur Roussille demande qu'on examine le compte qu'il a dressé, ils renvoient pour cet examen au lundi suivant, à l'heure de midi.

Mais cet ajournement reste inobservé.

Alors le 29 juin 1832, nous adressons une sommation à MM. Fages et Romestin cadet d'avoir à présenter par écrit, dans le délai de 24 heures, soit au moyen d'une nouvelle descente au bureau du syndicat, soit par le dépôt au greffe, toutes les impugnations qu'il leur plaira de proposer; comme aussi, dans le cas où ils n'auraient pas encore tous les documents nécessaires, de continuer immédiatement leurs opérations, ou par eux-mêmes, ou par tous autres commissaires qu'ils voudront bien se substituer, pourvu qu'ils en communiquent le résultat au requérant, avant le huit juillet, jour pendant lequel expire le terme fixé à leur mandat, de manière que nous puissions répondre, et soutenir notre demande. En défaut, nous déclarâmes faire des protestations.

Le 12 juillet, M. Romestin cadet, l'un des commissaires, nous prévint que le lundi suivant, d'accord avec M. Fages, il reprendrait ses opérations.

Toutefois il n'en fit rien: un rapport du 17 juillet, lu plus tard à l'assemblée des créanciers, nous en indique la cause.

« Nous avons dû renoncer, disent les commissaires, sous la réserve néanmoins de tous les droits de la créance, à obtenir de NOUVEAUX RENSEIGNEMENTS à ce sujet de la part du sieur Roussille, lequel, dès l'origine de cette affaire, s'est constamment obstiné à ne nous entretenir que

» de SON COMPTE PARTICULIER, et non de son compte de gestion, sous prétexte
» qu'il n'a jamais administré les valeurs mobilières et immobilières de la
» faillite Carol (verbal du 2 juin 1832, pag. 3.)»

Or, n'est-il pas étrange de voir qu'on refuse de nous entendre précisément sur notre compte particulier, alors que les contestations ne portaient que là-dessus, et que le tribunal de commerce n'avait renvoyé devant des commissaires que pour liquider ce même compte? Que peut-on répondre à cet argument? rien, absolument rien.

Remarquons d'ailleurs que le sieur Roussille avait déjà donné toutes les explications qu'on exigeait de lui, puisqu'il n'avait cessé de répéter qu'antérieurement au 7 février 1822, il n'avait pas administré; que depuis, il avait toujours agi de concert avec ses co-syndics, d'après l'autorisation des créanciers, et que les biens meubles et immeubles dépendant de la faillite, avaient été vendus au nom des héritiers Carol, qui s'étaient emparé de tout; qu'enfin le compte qu'on lui réclamait, les syndics l'avaient obtenu et fait juger, AU NOM DE LA MASSE, par l'arrêt du 12 janvier 1829.

Quel était donc le but des commissaires? De ne pas s'occuper du procès. Pourquoi cela? Pour nous fatiguer, nous conduire à divers incidens, retarder la liquidation de notre compte, et ne jamais nous payer.

En effet, sans avoir examiné les articles de recette et de dépense que nous leur présentons, sans vérifier les pièces que nous mettons sous leurs yeux, sans énoncer aucune impugnation, ils rejettent EN MASSE tout notre compte. Et par quel motif? Ils nous l'apprennent en ces termes :

« Nous pensons également (est-il dit dans le rapport du 17 juillet 1832),
» que le compte particulier présenté par le sieur Roussille ne saurait être
» admis, ni même discuté en ce moment, par la raison qu'il est indispen-
» sable, AVANT TOUT, que ce compte renferme une case pour les obser-
» vations et explications de chacun de ses articles (1); car il ne suffit pas
» de dire qu'on a payé à un tel, une somme de..... suivant son reçu,
» pour qu'un tel article soit admis; il faut que la cause en soit ex-
» pliquée, et les explications ne sauraient jamais être assez claires, lors-
» qu'on rend compte à une masse de créanciers qui sera peut-être obligée
» de tout perdre. Il faut d'ailleurs que les créanciers soient à portée de

(1) Il n'est pas inutile d'apprendre que le compte général par nous remis le 15 juin 1832, valeur au 31, décembre 1831, contient une colonne d'observations. Quelle exactitude de la part de nos Adversaires!.....

» vérifier les causes, les motifs de dépense ou de paiement, et surtout
» leur utilité, leur opportunité.»

Ainsi, comme on le voit, il n'y a pas eu de vérification, parce que le compte-rendu n'a pas une colonne d'observations, et que les articles ne sont pas suffisamment expliqués.

Mais qui ne voit que ce prétexte n'est qu'un faux-fuyant à l'aide duquel on espère parvenir à retarder la liquidation de nos avances!

Il nous paraît bien extraordinaire qu'on ait pu soulever cette difficulté

A quoi bon une colonne d'observations, quand la personne qui présente le compte, n'a aucune observation à faire? Voudrait-on, par exemple, l'obliger à parler lorsqu'elle n'a rien à dire? Cela est impossible.

Il existe au surplus une *case* ayant pour titre OBSERVATIONS. Sans doute, elle est en blanc; mais elle n'a été placée là que pour recevoir les objections des commissaires. Or, c'était à eux et non pas à nous, qu'il appartenait de faire des *observations*.

Vient ensuite *la trop grande brièveté* du texte des articles.

Ici, avouons-le, notre surprise est encore plus grande; car il résulte du compte remis la preuve évidente que chaque recette, chaque dépense est clairement indiquée, non-seulement par l'objet auquel elle s'applique, mais encore par le reçu, par la pièce probante, explicative de la cause qui a donné lieu à la dépense ou à la recette.

Cela est d'autant plus exact, que les anciens commissaires *A. Canals*, *Jacques Fages* et *E. Romestin*, dans leur rapport du 1^{er} février 1832, admirent, comme justifiées, des dépenses utiles pour 21,876 fr 21 c., indépendamment de celles qui leur parurent incertaines. Aussi qu'en devons-nous conclure? ou que les premiers vérificateurs étaient doués d'une bien grande intelligence, ou que les seconds étaient bien bornés. Ce dilemme est sans réplique, et de quelque façon qu'il soit pris, il n'en est pas moins vrai que nos adversaires ont eu tort, puisque la perspicacité de MM. Canals, Fages et Romestin neveu pouvait leur nuire, tout comme le défaut de pénétration d'esprit de MM. Romestin cadet et Fages ne remplissait point le but proposé.

Mais brisons là-dessus, et empressons-nous de reconnaître que les uns et les autres possèdent la même sagacité; que ce qui a été compris le 1^{er} février pouvait l'être encore le 17 juillet, et que l'absence de vérification provient de tout autre cause, d'un défaut de volonté.

« Une autre raison, continuent messieurs les commissaires, nous déter-
» mine à insister fortement sur ce que nous venons de dire, *que chaque*
» *article doit être expliqué d'une manière satisfaisante.* Cette raison, la voici :
» — Dans le Mémoire que nous a communiqué le sieur Roussille, il est
» dit, page 41, qu'il lui était dû, en novembre 1828, à peu près 15,000 fr.
» — Dans un premier compte présenté le 10 janvier 1831, il a demandé
» 27,048 francs 90 centimes, ce qui fait 12,000 francs de plus, et fina-
» lement dans le compte qu'il présente, *fixé au 15 juin 1832*, c'est-à-dire
» 17 mois après, il se porte créancier de 31,240 francs 13 centimes, ce
» qui est 4,000 francs de plus. — Ces accroissemens rapides et successifs
» sont d'autant plus surprenans que, *dans le dernier compte*, il a augmenté
» le chapitre de la recette de certaines sommes qui ne figuraient pas dans
» le compte présenté le 10 janvier 1831, qui a donné lieu à la discussion
» en raison de laquelle nous avons été nommés commissaires. — Il est
» encore remarquable que, dans ce dernier compte, figurent des articles
» qui ne se trouvaient pas dans le premier ; tout comme des articles qui
» étaient inscrits au premier compte ne figurent plus au dernier, ce qui
» annonce bien peu d'ordre dans la comptabilité de ce syndic. — Ceci nous
» amène à une réflexion qui a été produite plusieurs fois, c'est qu'il n'y
» a point de livres pour le syndicat. On a été surpris que, dans une fail-
» lite aussi considérable, les syndics n'aient pas eu la simple précaution de
» tenir des livres présentant, *jour par jour*, leurs opérations, et surtout
» leurs recettes et leurs dépenses. »

Et d'abord, quant à la marche progressive du compte qu'y a-t-il d'extraordinaire? Rien. Tout le monde sait que les dépenses doivent nécessairement augmenter en proportion des besoins. Or, la progression des besoins a été rapide, soutenue, indispensable et n'a été occasionnée que par les circonstances impérieuses dans lesquelles le syndicat s'est trouvé placé.

Ainsi, point de surprise.

Et comment pourrait-il y en avoir ?

Ne se rappelle-t-on pas en effet, que le 10 novembre 1828, en assemblée générale, présens MM. GIRARD et ROMESTIN aîné, nous fîmes un rapport circonstancié sur l'état de la faillite, sur ses ressources, sur ses besoins, et que nous nous portâmes créanciers de 20,491 fr. 24 cent., *pour avances*. Que nous répondit-on? « L'assemblée à L'UNANIMITÉ, approuve et ratifie toutes les
» mesures prises par les syndics, reçoit le compte présenté par M. Roussille,

» de ses avances pécuniaires et PERSONNELLES pour la masse, dont il est syndic
» et MANDATAIRE. — Mais vu l'état des affaires, et la rentrée prochaine et
» probable des fonds appartenant à la créance, entre les mains des syndics ;
» renvoie à une autre circonstance pour s'occuper de la vérification dudit
» compte, ET DES MOYENS A PRENDRE POUR EN ASSURER LE REMBOURSEMENT. »

Le 5 novembre 1829, nouvelle réunion, nouveau rapport dans lequel nous disons que nous sommes créanciers d'environ 25,000 francs. Est-il formé quelque opposition, quelque protestation ? Non, car l'assemblée, unanime sur ce point, approuve tout ce que nous avons fait, ET TOUT CE QUE NOUS FERONS A L'AVENIR, en nous priant de ne pas nous décourager, et de continuer d'agir jusqu'à la fin, AVEC LE MÊME ZÈLE ET LE MÊME DÉVOUEMENT QUE PAR LE PASSÉ. Le sieur Dorie y assistait !

Nos Adversaires se plaignent de ce que le 10 janvier 1831, notre compte n'était que de 27,921 francs 65 centimes, tandis que le 15 juin 1832, nous en fournîmes un second qui élève notre demande à 31,240 francs 13 cent. Mais s'ils avaient bien voulu faire attention que cela provient de ce que, postérieurement au 10 janvier, nous avons été obligés de payer 4,500 francs, empruntés pour le compte de la masse, leur surprise n'eût plus été aussi grande. Ils le savaient pourtant ! qu'ils veuillent bien lire la délibération du 29 janvier 1831, et ils y verront écrit que cette somme était exigible le 12 février suivant. Il n'est donc pas extraordinaire que notre compte ait été augmenté.

Passons au reproche de n'avoir pas tenu des livres : est-ce bien sérieusement qu'on nous l'adresse ? Nous ne le pensons pas.

Il est vrai que, d'après l'art. 8 du Code de commerce, tout négociant est tenu d'avoir un livre journal qui présente, jour par jour, ses dettes actives et passives, les opérations de son commerce, ses négociations, acceptations ou endossements d'effets, et généralement tout ce qu'il reçoit et paie, à quelque titre que ce soit ; mais qu'a de commun la qualité de syndic avec notre commerce ?... Avons-nous fait un acte commercial en devenant le mandataire des créanciers de la faillite Carol ? Non, et à l'appui de notre système, nous invoquons l'arrêt qui fut rendu par la cour, le 15 janvier 1833, entre nous et MM. Baudens et Dupau, à raison d'un engagement contracté dans l'intérêt de la masse chirographaire.

Qu'on ne soutienne plus dès-lors que nous étions astreints à avoir des livres comme syndic ; car la loi ne l'exigeant pas, personne ne peut l'exiger.

Et d'ailleurs, qu'est-ce que rendre un compte d'administration? C'est présenter l'ensemble des opérations qui ont eu lieu, leurs suites et leur résultat. Eh bien! qu'on veuille recourir au compte-rendu, l'on y verra un chapitre d'observations qui, sous le titre *d'introduction*, contient tous les élémens de la faillite, ses actes et ses effets.

Mais que doit présenter le compte-rendu en justice? Un préambule, (Cod. de procéd. civile, art. 531). Que contient-il? Les recette et dépense effectives : il est terminé par la récapitulation de la balance desdites recette et dépense, sauf à faire un chapitre particulier des objets à recouvrer (art 533).

Or, voilà la plus belle justification de la forme que nous avons suivie dans le compte-rendu.

Tout consiste à énoncer la recette et la dépense, la quotité des articles comptables, les pièces à l'appui; telle est la marche que nous avons adoptée. Que les Adversaires indiquent quelque impugnation, nous sommes là pour en démontrer l'injustice.

Nous n'avons pas tenu des livres!.... Mais pourquoi avons-nous un registre spécial destiné à la correspondance du syndicat? Si messieurs les commissaires n'avaient point voulu fermer les yeux à la lumière, s'ils avaient été désireux de remplir leur mandat, s'ils n'avaient pas craint d'employer trop de temps à la vérification dont ils étaient chargés, ils auraient parcouru ce registre, et auraient appris que les syndics ont écrit plus de 500 lettres, à raison des affaires de la faillite Carol.

Nous n'avons pas tenu des livres!..... Mais pourquoi avons-nous une main courante qui constate, jour par jour, les dépenses et les recettes de notre administration syndicale? Sans cela, comment aurions-nous fait pour rédiger notre compte? N'avons-nous pas constamment offert aux commissaires la communication des pièces comptables? Ces pièces n'ont-elles pas été mises plusieurs fois sous leurs yeux? Existe-t-il, en matière de compte, des justifications plus satisfaisantes? Non, cela n'est pas possible.

Reprenons la suite des faits.

Le travail de MM. Fages et Romestin fut soumis aux créanciers, sous la présidence de M. Ducos, juge-commissaire; nous demandâmes un délai pour y répondre, et le 17 août, nos observations furent communiquées. Que disait M. Roussille? « Quoique je me présente seul dans les débats » qui existent avec quelques créanciers de la faillite Carol, il n'en faut » pas conclure que j'aie été seul commissaire, seul syndic; car MM. LAYE

» et Lucien AUTHIER furent successivement *commissaire* et *syndic* avec moi.
» — Je ne fais toutefois cette observation préliminaire que pour qu'on ne
» croie pas que , tandis que les créanciers m'avaient adjoint un collègue,
» j'aie pourtant agi tout seul. — Nous avons toujours procédé ensemble :
» les actes ont été faits au nom de tous , sauf le jugement du 1^{er} juillet
» 1823. Je ne voulus pas que les créanciers me reprochassent d'avoir con-
» couru à la condamnation de 22,406 francs 02 centimes, qui fut prononcée
» au profit des héritiers Carol (1) : c'est M. Authier qui y figura. — Et
» si aujourd'hui je viens réclamer, *en mon nom particulier*, le règlement
» de mes avances, c'est parce que *seul, dans l'intérêt de la masse, pour*
» *rendre service aux créanciers dont elle se compose*, je mis en-dehors des
» sommes considérables. »

Abordant notre compte, nous en déduisîmes les moyens servant à établir sa légalité, et puis revenant sur la prétendue responsabilité touchant les valeurs que Carol père, sa femme et ses enfants, auraient perçues ou dû percevoir, nous rendîmes évidentes ces deux propositions :

1^o EN FAIT, *nous ne sommes point responsables, parce que nous n'avions et ne pouvions avoir aucune administration des valeurs dont on nous parle aujourd'hui;*

2^o EN DROIT, *nous ne sommes assujettis à aucune responsabilité, même la plus légère.*

Le 21 septembre 1832, la cause fut réglée par des conclusions qui tendent à ce que nos Adversaires soient condamnés *solidairement* à nous payer la somme de 31,240 francs 13 centimes, pour excédent de la dépense sur la recette du compte-rendu, arrêté le 31 décembre 1831, valeur au 15 juin 1832 avec les intérêts depuis cette dernière époque, *sauf erreurs ou omissions, et sans préjudice d'autres droits.*

De son côté, le sieur Romestin cadet, par acte du 24 septembre, conclut au rejet de l'action principale, tout au moins à son relâche, et par forme de réconvention, demanda que nous fussions condamnés à faire compte à la masse d'une somme de 64,000 fr., avec intérêts, que nous aurions recouvrée ou dû recouvrer antérieurement à l'administration syndicale.

Le 26 novembre 1832, après que les parties eurent présenté leur défense (2), le tribunal de commerce rendit le jugement que voici.

(1) *Vide supra*, page 6.

(2) *Nota.* Le sieur Dorie resta défailant.

QUESTIONS.

« 1° *Faut-il déclarer bien reprise, avec le sieur Emile Romestin, l'instance engagée contre le sieur Romestin aîné ?*

» 2° *Le préparatoire ordonné par les jugemens des 31 mai 1831 et 26 avril 1832, est-il rempli et exécuté ?*

» 3° *Dans le cas de la négative, que faut-il statuer ?*

» 4° *Quid des dépens ?*

» Attendu, sur la première question, que la reprise d'instance avec Emile Romestin n'est pas contestée ;

» Attendu, sur la deuxième question, qu'il résulte de la communication donnée au tribunal, des opérations des commissaires nommés pour la vérification et le règlement des comptes d'administration dudit Roussille que, ni la reddition des comptes, ni les opérations des commissaires, ne remplissent point les vues du tribunal; qu'ainsi le préparatoire ordonné n'est point exécuté ;

» Attendu, sur la troisième question, que la reddition des comptes de la part dudit Roussille EXIGEANT DES DÉTAILS NOMBREUX, et pouvant donner lieu à plusieurs questions importantes, il est nécessaire de déléguer un commissaire spécial, pris hors des créanciers, qui puisse entendre les parties, même les diriger dans leurs débats, afin que leurs prétentions et leurs droits respectifs puissent être entièrement dilucidés et appréciés ;

» Attendu, sur la quatrième question, que les dépens doivent être réservés ;

» *Par ces motifs*, le tribunal, avant faire droit aux parties et par préparatoire, renvoie la cause devant M. Deloume, avocat, professeur de droit, devant lequel il sera procédé EN EXÉCUTION DES JUGEMENS DES 31 MAI 1831 et 26 AVRIL 1832, pour, sur son rapport, contenant son avis motivé, être ensuite statué par le tribunal, ce que de droit, dépens réservés. »

Ce jugement fut notifié aux Adversaires le 17 janvier 1833, sous toutes réserves, même d'appeler s'il y avait lieu, avec sommation de comparaître le surlendemain devant M. Deloume, commissaire-arbitre.

En effet, au jour indiqué, nous fûmes admis à prendre séance concurremment avec les sieurs Girard et Romestin (Emile) ; les autres parties

firent défaut. Était-ce pour mieux se concilier ? Nous le croyons.....
Quoiqu'il en soit, faisons connaître à la cour les dires du sieur Roussille.

« *M. le Commissaire,*

» Tout en persistant dans les réserves et protestations par moi exprimées dans l'acte de sommation du 17 janvier courant, j'ajoute que, si les sieurs Gounon, Romestin cadet, Emile Romestin, Dorie et Girard fils aîné veulent vous donner *attribution de juridiction*, et vous établir *arbitre à l'effet de juger toutes les contestations qui nous divisent*, JE VOUS DONNE MOI-MÊME, D'HORS ET DÉJÀ, TOUS POUVOIRS NÉCESSAIRES POUR NONCER EN PREMIER RESSORT, sauf l'appel, s'il y a lieu ; et que, dans ce cas, j'offre de développer à l'instant même, ou quand il vous plaira d'entendre les parties, *mes moyens et exceptions tant sur ma demande que sur la RÉCONVENTION des défendeurs*, en un mot, de discuter mes intérêts, oralement ou par écrit, de manière que le litige puisse être faitement connu et apprécié par vous, comme juge-arbitre, vous investissant de toute ma confiance ; mais que si au contraire, le renvoi ordonné par le tribunal ne doit avoir d'autre but que d'essayer une conciliation, il me paraît que cette conciliation est impossible : d'abord, parce que *je ne consentirai jamais à entrer en médiation sur l'inconcevable et ridicule demande réconventionnelle de mes Adversaires*, suivant laquelle ils élèvent la prétention aussi injuste que mal fondée en droit, de me rendre responsable de l'actif de la faillite de feu Carol, *alors que je ne l'ai pas administré*, et de me faire condamner à payer pour cet objet, la somme imaginaire de 64,000 fr. ; ensuite, parce que les discussions qui eurent lieu, soit devant le tribunal, soit lors des diverses assemblées des créanciers, soit même chez moi quand les commissaires procédèrent au dépouillement de mon compte et des pièces comptables, *ne me permettent pas de croire qu'un rapprochement puisse s'opérer*. — Cependant, comme il pourrait fort bien arriver que les Adversaires renonçassent à leur réconvention, et que s'avouant débiteurs solidaires des dépenses que j'ai faites pour eux, *ils voulussent les régler* ; dans ce cas, je déclare que je suis prêt à *soutenir mon compte*, article par article, et à vous remettre, en communication, toutes les pièces justificatives, afin qu'après avoir vérifié TANT LE COMPTE QUE LES PIÈCES, *il vous plaise émettre votre avis sur la quotité dudit compte*, sans préjudice néanmoins de toutes les autres

» sommes que j'ai encore payées dans l'intérêt de la faillite , et des erreurs
» que je pourrais avoir commises à mon préjudice , ainsi que de mes autres
» droits , actions et exceptions ; vous invitant , en conséquence , Monsieur ,
» d'*interpeller* les défendeurs , pour qu'ils veuillent bien s'*expliquer* sur mes
» *offres et consentement*. — A Toulouse , le 19 janvier 1833.

» ROUSSILLE. »

Ce jour-là , point de détermination.

« Les créanciers , dit M Deloumé , n'étant pas assistés de leurs conseils ,
» et certains autres , cités pour la même séance , n'ayant pas comparu ,
» la continuation fut renvoyée , suivant le désir de toutes parties , au jeudi ,
» 24 janvier 1823 , à 6 heures du soir , afin que lesdits créanciers pussent
» se *consulter* dans l'intervalle , pour répondre , dans la séance suivante ,
» à la proposition faite par le sieur Roussille. »

Nouvelle comparution le 24 janvier , mais elle est inutile ; car il n'y
a que les sieurs Emile Romestin et Roussille qui soient en présence , les
autres font retraite. M. Deloume accorde un second renvoi.

Au jour indiqué , le 28 janvier , les sieurs Girard , Romestin cadet et
Romestin (Emile) , répondent qu'ils ne veulent pas renoncer à être jugés
par leurs juges naturels , et après avoir rappelé les divers incidens qui
ont eu lieu , ils déclarent persister dans leurs conclusions tendant au rejet
de notre demande , et à l'admission de leur convention.

Ainsi , point de réconciliation.

Et M. le commissaire-arbitre , en adressant son rapport au tribunal de
commerce , s'est résumé en ces termes :

« Dans cet état de choses , il devient impossible d'utiliser , dans l'intérêt
» de la justice , le préparatoire ordonné par le tribunal. — D'un côté , le
» sieur Roussille n'entend justifier sa demande principale que dans le cas
» où ses Adversaires abandonneraient leur demande réconventionnelle , et
» ceux-ci repoussent cette proposition ; de l'autre , le sieur Roussille se
» refuse à discuter devant moi , à *titre de disposition préparatoire* , le
» mérite des demandes réconventionnelles des créanciers de la faillite Ca-
» rol. — Je ne puis par conséquent , Messieurs , que vous exprimer les
» regrets d'avoir fait des efforts infructueux , pour remplir , d'une manière
» efficace , l'honorable mandat que vous avez daigné me confier.

» Toulouse , le 28 janvier 1833.

« DELOUME aîné , *Avocat à la cour royale*. »

D'après cela , que faisons-nous ? 23 février , sommation d'audience aux défendeurs pour venir entendre la lecture du rapport et voir adjuger nos conclusions.

Or , il est intervenu , le 9 mars , un autre jugement sur plaidoiries (1), par lequel « Attendu que , par ses jugemens antérieurs , le tribunal a » expressément manifesté le désir qu'un commissaire entendît les parties , » les conciliât , et , à défaut , fit son rapport ; que cette mesure pré- » paratoire ne préjugait rien et laissait à toutes les parties leurs droits » intacts ; *qu'il ne dépendait pas du sieur Roussille de limiter à son gré le » mandat du commissaire , et d'éviter que ce commissaire n'entendît toutes » les exceptions que ses Adversaires prétendaient lui opposer ; que c'était » à raison du nombre des QUESTIONS qui résultaient des débats , et de la » GRAVITÉ de certaines d'entr'elles , que le tribunal a jugé à propos , pour » éclairer sa religion , et mettre les parties à même DE SE CONCILIER SUR » quelques points et d'APPRÉCIER leurs véritables intérêts , d'ordonner un » préalable qu'il convient de faire exécuter AVANT TOUT ; — Attendu que » ledit Roussille ayant seul occasionné l'incident , en empêchant le com- » missaire d'exécuter le mandat qui lui avait été confié , doit supporter les » dépens , AVEC D'AUTANT PLUS DE RAISON , QUE LES JUGEMENS ANTÉRIEURS » AVAIENT CONSTATÉ QUE LA CAUSE NE PARAÎSSAIT PAS SUFFISAMMENT INSTRUITE » AU TRIBUNAL ; — Par ces motifs , le tribunal jugeant en premier ressort , » avant dire droit aux parties , tous leurs droits , actions et exceptions » demeurant expressément réservés , *expliquant en tant que de besoin les » précédens jugemens* , a de plus fort renvoyé et renvoie la cause et les » parties devant M. Deloume , commissaire précédemment nommé , pour » procéder en exécution desdits jugemens , ENTENDRE LES PARTIES DANS » TOUTES LEURS DEMANDES , EXCEPTIONS ET PRÉTENTIONS QUELCONQUES , les » concilier si faire se peut , et en défaut dresser un rapport dans lequel » il précisera *toutes les questions , exceptions et prétentions* des parties , ET » DONNERA SON AVIS , pour être ensuite statué ce qu'il appartiendra ; con- » damne le sieur Roussille aux dépens de l'incident. »*

Lorsque le 26 novembre 1832 , le tribunal de commerce nous renvoya devant un commissaire - arbitre pour essayer la conciliation , nous prévîmes bien que ce préalable était sans but , qu'il ne produirait aucun

(1) Nota. Les sieurs Gounon et Dorie n'ont pas comparu.

résultat ; mais cette décision était purement préparatoire ; et si elle tendait à rouvrir les débats sur l'examen de notre compte, c'était au moins d'après les jugemens des 31 mai 1831 et 26 avril 1832 ; voilà pourquoi tout en éprouvant un préjudice , nous nous empressâmes de l'exécuter , parce qu'à cette époque il n'y avait rien de préjugé sur la réconvention.

Cette exécution était franche et loyale ; elle dépassait même la limite fixée, dans ce sens qu'on ne voulait qu'une épreuve conciliatoire sur notre compte en particulier , et que néanmoins nous offrîmes aux Adversaires de prendre M. Deloume pour juge de tous nos différends.

Mais nous ne devions point amener la médiation sur la demande réconventionnelle, car indépendamment de ce que le renvoi ne portait point sur cet objet , il eût été contraire à nos droits de donner un consentement.

Admettre une exception préjudicielle , n'est-ce pas en effet la préjuger ?

Discuter avec les défendeurs sur le fond de la réconvention, n'était-ce pas reconnaître tacitement qu'elle avait pu être formée ?

Or, nous soutenions qu'elle était irrecevable , qu'il y avait chose jugée en notre faveur , et que le tribunal de commerce ne devait point s'en occuper.

Pourquoi donc , le 9 mars , sous la forme d'un simple préparatoire, nous imposa-t-on le devoir de nous expliquer là-dessus ? L'on eut tort, et tout en croyant ne rien juger , l'on repoussa cependant notre moyen de rejet, ce qui nous aurait obligé à suivre les chances d'un nouveau jugé. La réconvention devenait imminente : Nous crûmes devoir nous y opposer.

L'injustice est d'autant plus flagrante , qu'en exécutant le préparatoire, alors surtout que rien ne nous constituait en faute, une condamnation aux dépens vint nous frapper.

Aussi nous interjetâmes appel , tant du jugement du 26 novembre que de celui du 9 mars (1) ; aujourd'hui nous concluons à ce qu'il plaise à la cour :

Annuler ou réformer les deux jugemens dont est appel , et faisant ce que les premiers juges auraient dû faire , déclarer l'instance bien reprise avec le sieur Emile Romestin , petit-fils du sieur Romestin aîné. — Et vidant l'in-

(1) L'exploit d'ajournement est du 25 mars 1833.

terlocutoire , sans s'arrêter ni avoir égard aux demandes , fins et conclusions des intimés , du tout les démettant par fins de non-valoir , de non-recevoir , autres voies et moyens de droit , condamner lesdits sieurs GIRARD , GOUNON , DORIE , ROMESTIN cadet et Emile ROMESTIN , à payer au concluant , SOLIDAIREMENT et sans délai , la somme principale de 31,240 fr. 13 c. , pour excédent de la dépense sur la recette du compte rendu aux créanciers de la faillite de feu Joseph Carol , de Toulouse , conformément aux dispositions du Code de commerce et aux jugemens interlocutoires des 31 mai 1831 et 26 avril 1832 ; ledit compte arrêté au 31 décembre 1831 , valeur au 15 juin 1832 , avec les intérêts légitimement dus depuis cette dernière époque ; et sauf erreurs ou omissions , notamment sans préjudice des autres sommes que le concluant a payées depuis , et de tous ses autres droits , actions et exceptions , avec dépens de première instance et d'appel , même ceux réservés.

Très-subsidiairement , après avoir décidé au principal , s'il s'élevait quelque difficulté , non sur le fonds du droit , mais seulement sur la quotité des sommes réclamées par le concluant , les articles du compte tenant ; et sans rien préjuger quant à ce , renvoyer les parties devant un de Messieurs de la cour , en qualité de commissaire , pour , en exécution de l'art. 429 du Code de procédure civile , y être procédé à l'examen du compte et des pièces justificatives , entendre les parties là-dessus , liquider chacun des articles dont le compte est composé , et , en défaut de conciliation , donner son avis sur tous les points à l'égard desquels il y aurait difficulté , pour , sur ledit avis , être ensuite statué par la cour , QUANT AU MONTANT DE LA CONDAMNATION , ce qu'il appartiendra.

POINT DE DROIT.

L'exposé des faits auquel nous venons de nous livrer , a dû vous convaincre , Messieurs , de la justice de notre demande , et vous démontrer surtout combien les Adversaires sont peu favorables dans leurs exceptions ; mais ce n'est pas assez , car il nous reste à établir le droit en vertu duquel notre action a été introduite.

1^{re} QUESTION.

L'APPEL DES JUGEMENS RENDUS PAR LE TRIBUNAL DE COMMERCE , LES 26 NOVEMBRE 1832 ET 9 MARS 1833 , EST-IL RECEVABLE ?

Tout nous porte à soutenir l'affirmative.

Et d'abord , quelle est la nature de ces jugemens ? Le premier est pré-

paratoire, le second est interlocutoire ; voilà pourquoi nous avons pu les attaquer simultanément.

Que dit l'art. 451 du Code de procédure civile ?

« L'appel d'un jugement préparatoire ne pourra être interjeté qu'après » le jugement définitif et conjointement avec l'appel de ce jugement, et le » délai de l'appel ne courra que du jour de la signification du jugement » définitif : cet appel sera recevable, encore que le jugement préparatoire » ait été exécuté sans réserves. L'appel d'un jugement interlocutoire pourra » être interjeté avant le jugement définitif. »

Or, qu'est-ce qu'un jugement préparatoire ? Qu'est-ce qu'un jugement interlocutoire ?

Écoutez le législateur :

« Sont réputés *préparatoires*, les jugemens rendus pour l'instruction de » la cause, et qui tendent à mettre le procès en état de recevoir jugement » définitif. — Sont réputés *interlocutoires*, les jugemens rendus lorsque » le tribunal ordonne, avant dire droit, une preuve, une vérification, » ou une INSTRUCTION qui préjuge le fond (art. 452). »

Il est certain que le jugement du 26 novembre 1832 ne contient qu'un préparatoire, puisqu'il n'exige qu'un essai de conciliation sur l'interlocutoire préexistant (1) ; aussi nous était-il interdit d'en relever appel pendant tout le temps qu'une décision postérieure n'aurait pas statué sur le fond du procès.

Ce premier jugement nous était néanmoins très-nuisible ; il s'écartait encore des règles d'instruction admises, tracées et suivies par les créanciers de la faillite.

En effet, les parties et les juges, d'accord avec la loi (Code de commerce, art. 562), reconnaissant la nécessité d'un compte, déterminent qu'il sera rendu en assemblée générale, sous la présidence du juge-commissaire, dans les formes que les créanciers voudront indiquer ; des vérifications sont faites, les pièces communiquées, et après que les ayans-compte ont reçu toutes les satisfactions qu'ils peuvent exiger, que l'instruction est complète (2), que fait le tribunal ? Il ordonne un essai préalable de conciliation, et renvoie la cause devant M. Deloume pour

(1) *Vide*, page 37.

(2) *Vide*, pages 19, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29 et 30.

entendre le demandeur et les défendeurs, les rapprocher, donner son avis. Mais dans quel but? Nous n'en savons rien. Tout ce que nous pouvons dire, c'est qu'un rapprochement n'était pas même présumable. Cette décision, sans avantage pour les parties, ne tendait donc qu'à faire perdre le temps, à augmenter les frais, et pas autre chose.

Quant au jugement du 9 mars 1833, il offre un préjudice bien mieux senti; car indépendamment de ce que, dans l'intérêt de l'instruction, il a le même degré d'inutilité, l'on peut ajouter qu'il décide contre nous la question la plus importante du procès.

En apparence, nous en convenons, tout se borne à un simple renvoi, parce que le tribunal n'a pas cru juger les actions litigieuses soumises à sa juridiction; mais si l'on considère l'effet que ce jugement peut produire, ses conséquences désastreuses pour nous, il sera établi d'une manière irrésistible, que nous avons dû l'attaquer. Et pourquoi cela? Parce qu'il préjuge la responsabilité qu'on veut assumer sur notre tête, l'admissibilité de la demande réconventionnelle, alors qu'il repousse l'exception de la chose jugée.

Eh! quoi, on élève la singulière prétention de nous faire représenter les valeurs qui se trouvaient dans la faillite Carol à une époque où nous n'étions pas encore syndic, et quand nous opposons que l'administration de l'actif ne nous avait pas été confiée, que le compte qu'on nous réclame nous l'avons obtenu et fait juger nous-mêmes comme *mandataires* des créanciers, d'après leur *autorisation*, EN LEUR NOM, contre les personnes vraiment responsables, le tribunal de commerce aurait pu écarter cette exception préjudicielle, nous renvoyer à débattre le compte dont nous refusons la reddition!! et son jugement ne serait qu'un renvoi de cause! Cela ne se vit jamais....

Deux actions distinctes étaient à juger: l'une, c'est la demande principale, l'autre, c'est la réconvention ou demande accessoire, et chacune présentait un compte particulier. Il s'agissait pour nous, *abstraction faite de l'actif porté au bilan de feu Carol*, de régler nos avances, en déduisant les sommes que nous avons perçues; mais de la part des Adversaires, c'était tout l'opposé, puisqu'ils voulaient que nous rendissions compte de l'actif.

Or, dans une telle occurrence, que devaient faire les premiers juges? Examiner notre défense à la demande réconventionnelle, approfondir les moyens présentés, les accueillir ou les rejeter.

En accueillant notre exception, cela est incontestable, il n'y avait plus lieu d'ordonner la reddition du compte de l'actif de la faillite Carol, et nous étions relaxés : par conséquent, point de réconvention possible. Au contraire, en rejetant la fin de non-recevoir, ils écartaient la chose jugée, reconnaissaient l'admissibilité de la demande réconventionnelle, et alors, de même que, dans le premier cas, les Adversaires pouvaient appeler, il nous aurait été libre d'appeler dans le second.

Mais qu'est-il arrivé ? Sans prononcer explicitement l'admission ou le rejet de la fin de non-recevoir, MM. du tribunal de commerce ont accueilli pourtant la demande réconventionnelle, par le motif qu'en renvoyant à soutenir, à débattre un compte, ils ont virtuellement décidé que le compte serait rendu. C'est là où se trouve le mal jugé, le préjudice et le grief d'appel ; car il n'y avait pas lieu au compte sollicité par nos Adversaires. Ainsi, en ordonnant une explication, même la plus légère sur ce point litigieux, c'était vouloir s'écarter du texte, de l'esprit de la loi, et donner ouverture à l'action en nullité. Un tel jugement préjuge le fond ; l'appel doit être reçu (Cod. de procéd. civile, art. 451 et 452).

Y avait-il lieu de nous condamner aux dépens?... Cette condamnation, est si injuste que rien ne peut l'excuser. Il suffit, pour s'en convaincre, de ne point perdre de vue que le préparatoire du 26 novembre 1832 n'énonçait qu'un compte, celui que nous rendîmes aux créanciers, et qu'il n'y est pas dit un seul mot de la réconvention. Or, que se passa-t-il devant M. Deloume, commissaire-arbitre ? Nous déclarâmes que nous étions prêts à entrer en médiation sur la demande principale, à communiquer les pièces comptables et à expliquer les moyens à l'aide desquels nous entendions justifier nos droits. Mais que répondirent les Adversaires ? qu'ils ne voulaient ouvrir les débats que sur les deux comptes. Alors nous refusâmes d'y consentir. Ce refus était-il légal ? Oui, parce que le jugement de renvoi n'était intervenu qu'à raison des deux interlocutoires des 31 mai 1831 et 26 avril 1832, lesquels n'ont rien de commun avec la demande réconventionnelle, et ne l'indiquent même pas. C'est donc pour avoir observé les règles que nous avons été punis, tandis que ceux qui ont bien voulu les méconnaître ont été récompensés ! Il ne faudrait que cela pour légitimer notre appel.

2^{me} QUESTION:

LA DEMANDE EN REDDITION DE COMPTE A-T-ELLE ÉTÉ INTRODUITE DANS LES FORMES VOULUES PAR LA LOI?

En général, les comptables sont poursuivis devant les juges de leur domicile, à moins qu'ils n'aient reçu un mandat judiciaire : dans ce cas, il est permis de les ajourner devant le tribunal qui les a nommés (Cod. de procéd. civile, art. 527). Mais cette règle est-elle applicable à notre espèce? Non; car la demande est formée précisément par celui qui doit le compte, contre ceux auxquels il est dû.

Ainsi fixés sur le principe et sur la nature de l'action, qu'on veuille bien nous apprendre comment nous devons agir....

Fallait-il engager la demande devant les juges civils? Non. Nous plaidons en effet avec des négocians, à raison des affaires d'une faillite où ils sont intéressés, et, *sous ce double rapport*, nous devons recourir aux juges commerciaux.

Les tribunaux de commerce, dit la loi, connaissent de *toutes* contestations *relatives* aux engagemens et transactions entre négocians, marchands et banquiers (Cod. de commerce, art. 631).

Or, quel est l'objet de notre demande? D'obtenir de plusieurs *négocians* la liquidation, le règlement d'un compte *d'avances* que nous avons faites pour la conservation d'engagemens commerciaux passés entr'eux et feu Carol.

Nous tirons plus particulièrement la compétence du tribunal de commerce de la disposition suivante : « Lorsque la liquidation sera terminée, » l'UNION *des créanciers* sera convoquée à la diligence des syndics *sous la* » *présidence du juge-commissaire*; les syndics rendront leur COMPTE, et son » reliquat formera la dernière répartition (art. 562). »

Il est donc évident que la juridiction commerciale devait être nantie, parce qu'il n'y avait que le juge de la faillite qui eût attribution.

Que répondent les Adversaires? Ils ne contestent point la compétence des magistrats que nous leur avons donnés, ils allèguent seulement que la forme dans laquelle le compte a été remis, est irrégulière. Et quelle est cette irrégularité? La voici :

« Attendu que le compte du sieur Roussille, *qu'il n'a point communiqué* » *légalement*, et dont il n'a pas même donné copie, QUOIQU'IL AIT ÉTÉ SOMMÉ » DE LE FAIRE, soit verbalement, à l'audience, soit dans les conclusions déjà

» prises lors des jugemens intervenus dans la présente instance , que ce
» compte, que le requérant a eu occasion d'EXAMINER, etc. (1). »

Etait-il nécessaire de signifier le compte? Non.

En matière civile, nous sommes les premiers à le reconnaître, le compte doit être communiqué par un huissier, lequel en laisse copie; c'est ce qui résulte de l'art. 536 du Code de procédure, ainsi conçu : « Après la présentation et affirmation, le compte sera signifié à l'avoué de l'oyant : les pièces justificatives seront cotées et paraphées par l'avoué du rendant; si elles sont communiquées sur récépissé, elles seront rétablies dans le délai qui sera fixé par le juge-commissaire, etc..... Si les oyans ont consentu à l'avoués *différens*, la copie et la communication ci-dessus seront données à l'avoué *plus ancien* SEULEMENT, s'ils ont le même intérêt, et à chaque avoué, s'ils ont des intérêts différens. »

Mais ce texte de loi est-il applicable au compte que nous avons rendu? Non. Pourquoi cela? Parce que la signification ne doit être faite qu'à l'avoué de l'oyant, et que devant les tribunaux de commerce il n'existe point de ces officiers ministériels.

Remarquons d'ailleurs que l'art. 415 qui règle les formes que doit contenir l'exploit d'assignation, n'exige point que le demandeur donne copie des pièces sur lesquelles il fonde sa demande. Et ce texte aurait-il quelque rapport avec les art. 59 et suivans, du titre des *ajournemens* en matière civile, il n'y aurait jamais nullité de n'avoir pas notifié le compte *par copie* à tous les défendeurs.

Il y a d'autant moins contravention de notre part, que l'article 562 du Code de commerce, celui que nous avons dû observer, n'exige nullement que les syndics signifient leur compte.

Or, c'est d'après ce texte que notre compte a été présenté aux créanciers; il l'a même été dans les formes qu'ils ont choisies, puisque le tribunal nous ayant renvoyé à l'assemblée générale, des commissaires furent nommés pour le recevoir, et l'ont reçu en effet, vérifié, liquidé au nom de leur mandans (2).

(1) Conclusions prises par Romestin cadet, le 24 septembre 1832, et auxquelles les autres défendeurs ont adhéré.

(2) *Vid.* page 19, le résumé du rapport fait par MM. E. Romestin, Canals et Fages, premiers commissaires, et page 23 et suivantes, le résultat des conférences de MM. Fages et Romestin cadet, derniers commissaires.

Ainsi qu'on ne dise plus maintenant que nous n'avons pas communiqué le compte ; car en le remettant aux commissaires-vérificateurs, vrais mandataires des créanciers, nous sommes censés l'avoir remis aux créanciers eux-mêmes.

Et qui se plaint de ne l'avoir pas eu à sa disposition ? M. Romestin cadet, celui qui a fait la seconde vérification, celui qui le détient encore !!...

3^{me} QUESTION.

SOMMES-NOUS RESPONSABLES DE L'ACTIF PORTÉ AU BILAN DE FEU JOSEPH CAROL ?

S'il fallait écouter MM. Romestin et consorts, nulle difficulté à cet égard, nous sommes responsables ! et de cela que nous demandons le règlement de nos avances (comme les syndics sont *solidaires* pour tous les actes de leur gestion), il faut nous condamner bien vite, MÊME EN L'ABSENCE DE MM. LAYE ET AUTHIER, *commissaires et syndics comme nous*.

Mais à Dieu ne plaise que nous ayons la moindre crainte, car *en fait* comme *en droit*, AUCUNE RESPONSABILITÉ NE PEUT NOUS TOUCHER.

Et de quoi sommes-nous responsables ? Écoutons nos Adversaires, ou pour mieux dire le Mémoire que les syndics firent imprimer contre les héritiers Carol, en 1828, ayant pour titre : GRIEFS D'APPEL (1), et qu'ils invoquent contre nous.

Les créanciers (disaient MM. Roussille et Authier, pag. 3), nommés
» rent des syndics provisoires, qui se chargèrent des valeurs portées dans
» l'inventaire, dans le bilan, et prirent dès-lors l'administration des affaires
» et des biens du failli. Ces syndics provisoires étaient MM. Laye, actuel-
» lement président du tribunal de commerce, et Roussille, l'un des ex-
» posans. — Enfin, quand les causes et la situation de la faillite eurent
» été mûrement examinées, et que toutes les formalités voulues par la loi
» eurent reçu leur exécution, les représentans de la masse assemblèrent de
» nouveau les créanciers, afin d'aviser aux moyens qui leur paraîtraient

(1) *Nota.* Ce Mémoire concernait l'instance en reddition du compte d'administration bénéficiaire, et de faillite, que nous engageâmes nous-mêmes, *au nom de la masse chirographaire*. — Peut-on mieux saisir l'à-propos ? Non sans doute, puisque ce compte juge en notre faveur la prétendue question de responsabilité. — Pourquoi, si nous étions responsables, les créanciers nous donnaient-ils le pouvoir d'agir contre les détenteurs des biens mobiliers et immobiliers de la faillite ??.....

» les plus convenables et les plus avantageux : ce fut le 26 avril 1809.
» — L'assemblée, composée de la majorité des créanciers, connaissant les malheurs et la probité de son débiteur, convaincue d'ailleurs
» que *personne mieux que lui* ne pouvait liquider avec succès les affaires
» de son ancien commerce, et mettre à fin divers procès *importans* qui
» en étaient la suite nécessaire, voulut honorer ses cheveux blancs en lui
» donnant une preuve peu commune de son estime et de sa confiance.
» — Ce même jour, 26 avril 1809, par un traité provisoire, mal-à-propos
» qualifié ensuite *concordat* par les Adversaires, les créanciers de Joseph
» Carol l'établirent PERSONNELLEMENT à la tête de l'administration des
» affaires de la faillite, avec pouvoir de faire rentrer les dettes actives et
» de poursuivre les procès existans. Mais pour montrer en même-temps
» qu'ils n'entendaient point se *dessaisir*, et que jusqu'à l'arrangement définitif
» qui devrait avoir lieu après l'issue des affaires litigieuses, et la
» rentrée ultérieure des fonds de l'actif, le failli n'était à leur égard qu'un
» homme de bien, CHARGÉ D'OPÉRER POUR LEUR COMPTE ET POUR LE MIEUX
» DE LEURS INTÉRÊTS, ils lui imposèrent l'obligation de ne rien faire sans
» l'assistance, l'intervention et la surveillance de MM. LAYE et ROUSSILLE,
» qu'ils nommèrent par le même acte leurs représentans ou *commissaires à*
» cet effet, et entre les mains desquels ils voulurent que tous les fonds, que
» recouvrerait Carol, fussent exactement versés au fur et mesure qu'il les
» aurait reçus, pour faire masse à la créance et lui servir de garantie. »

Or, partant de ce point de fait que MM. Laye et Roussille s'étaient chargés des valeurs portées dans l'inventaire, dans le bilan de feu Carol, MM. Dorie, Girard, Gounon et Romestin reportent ce chargement à aujourd'hui, et alors qu'il remonte à l'époque du *syndicat provisoire*, c'est-à-dire à 1808 et 1809, ils franchissent tout cet espace, ainsi que les actes qui ont eu lieu depuis, et ajoutent complaisamment :

« Nous remercions le sieur Roussille de nous avoir appris, qu'en sa qualité de syndic-provisoire, il s'était chargé des valeurs portées dans l'inventaire et dans le bilan du failli ; il nous apprend encore que, quoique par déférence pour le failli, on l'eût mis à la tête de l'administration de la faillite, les créanciers n'avaient entendu se dessaisir de rien. »

Et qu'importe que nous ayons dit que les créanciers n'avaient point voulu se dépouiller ? Cela change-t-il notre qualité, les actes, les faits postérieurs ? Non, certainement non.

Eh bien ! que résulte-t-il du concordat du 26 avril 1809 ? que Carol est réintégré dans son actif, dans toutes ses affaires.

Que résulte-il du Mémoire imprimé en 1828 ? que les créanciers établirent Carol, PERSONNELLEMENT, à la tête de l'administration de la faillite.

Quels pouvoirs lui donnèrent-ils ? Ils lui permirent de faire la rentrée des dettes actives, de poursuivre les procès existans, et *d'opérer pour leur compte*, dans leurs intérêts.

Et nous, qu'étions-nous ? commissaires des créanciers, de simples proposés à la recette de ce que Carol voudrait bien nous remettre, uniquement chargés de le surveiller dans son administration.

Mais qu'avons-nous reçu de Carol ? Rien.

Avons-nous quelque valeur qui appartienne à la faillite ? Non. Et cela est d'autant plus vrai qui, le 1^{er} mai 1809, *en exécution du concordat qui venait d'avoir lieu*, nous rendîmes à Carol tous les biens meubles et immeubles que nous détenions comme syndics provisoires. Aussi dès cet instant nous ne fûmes plus dépositaires, il n'y eut plus de syndicat, et nous n'eûmes plus aucune responsabilité. N'être pas dépositaires et être pourtant responsables, cela n'implique-t-il pas contradiction ?.... Tout le monde sait qu'il n'existe d'obligation de représenter une chose que lorsque cette chose nous a été confiée. Or, que nous a-t-on remis comme commissaires ? Rien.

Et d'ailleurs, cette qualité enlevait-elle aux créanciers le droit de surveiller eux-mêmes leur débiteur ? Non. — Etions-nous commissaires irrévocables ? Non. — Eh ! bien, pourquoi ne point prendre l'initiative, pourquoi ne pas nous révoquer ? Pourquoi ? parce que tout allait au gré de de la masse chirographaire.

Tel est le sentiment qu'on éprouve en lisant l'accord du 7 février 1822.

Dans cet acte, que font les créanciers ? Ils reconnaissent que notre qualité de commissaires-surveillans est insuffisante pour pouvoir réclamer la perception des valeurs de la faillite contre ceux qui les détiennent, et qu'il nous faut un mandat plus étendu pour agir. Par conséquent, tout ne démontre-t-il pas qu'avant cette époque il était impossible que nous pussions encourir la moindre responsabilité ?.... Ne serait-il pas en effet injuste, extraordinaire, contraire à toutes les règles de l'équité, qu'une personne fût responsable d'un droit quand elle ne peut point l'exercer ?....

Notre législation commerciale ne déplace les actions de la faillite

qu'autant que des syndics ont été nommés par les créanciers ; d'où il faut conclure que jusque-là *elles doivent être suivies* au nom du failli et par lui-même. C'est ainsi que l'a voulu le législateur : « A compter de l'entrée » en fonctions des agens , et ensuite des syndics , toute action civile , » intentée avant la faillite contre la personne et les biens mobiliers du » failli , par un créancier privé , ne pourra être suivie que contre les » agens et les syndics ; et toute action qui serait intentée après la faillite , » ne pourra l'être que contre les agens et les syndics (Code de commerce , » art. 494). »

Or , supposons que Carol , malgré son état de faillite , n'eût pas discontinué son commerce ; que les créanciers passant un acte d'attribution avec lui , le réhabilitant , comme ils le firent en 1809 , lui eussent permis la suite de ses affaires ; qui aurait pu agir , qui aurait eu le dépôt des valeurs ? Carol lui-même , à moins qu'une disposition de l'acte ne lui eût enlevé cette faculté.

Eh bien ! ce que Carol aurait pu faire avant la faillite déclarée , avant la nomination des syndics , il ne lui était pas interdit de le faire après le concordat , puisque les créanciers firent cesser l'incapacité de leur débiteur , les fonctions des syndics provisoires , et remirent les choses dans l'état où elles étaient avant que Carol eût été dépouillé de l'administration de ses biens.

Mais , en droit , la responsabilité n'existe contre les syndics que lorsqu'un inventaire régulier , ou tout autre acte judiciaire les investit des actions du failli ; dans ce cas , ils représentent la masse chirographaire (art. 528) , et il est évident que , comme mandataires , ils doivent agir et conserver. Ils sont assujettis à un compte des valeurs remises , de leur gestion syndicale , parce qu'il est de principe que le mandataire est tenu de faire raison au mandant de tout ce qu'il a reçu en vertu de la procuration (Code civil , art. 1993).

Oui , nous en convenons , si depuis le 7 février 1822 , nous avons été constitués dépositaires de l'actif de feu Carol , il est incontestable que nous serions obligés de le représenter , d'en répondre même , s'il avait péri par suite de notre dol personnel ; dans cette hypothèse , les créanciers de l'union seraient fondés à exiger de nous les valeurs qu'ils auraient placées dans nos mains.

Or , que nous ont-t-ils confié ? La poursuite de deux procès contre Sabatié père et contre Sabatié fils aîné.

N'avons-nous pas exécuté le mandat de 1822 ?

N'avons-nous pas suivi les actions en justice ?

Peut-on nous adresser quelque reproche ?

Qui oserait se plaindre ? Les Adversaires ? Mais n'avons-nous pas en notre faveur leurs autorisations, leurs ratifications et leurs remerciemens unanimes, continus et non équivoques ?

Que veulent-ils donc ? Les titres et pièces contre les Sabatié ? Ils les auront, pourvu qu'ils règlent notre compte d'avances et qu'ils le paient.

Ainsi donc qu'on ne dise plus que nous sommes responsables.

Si l'on persistait à faire rétroagir notre mandat, à le reporter avant 1822, pour en venir à nous demander les prétendues valeurs recouvrables que Carol avait indiquées dans son bilan, dans l'inventaire ; il suffirait de faire observer à nos juges, d'abord, que nous n'étions pas responsables de ce qu'on ne nous avait pas remis, et ensuite qu'il y a chose jugée.

Nous opposerions l'arrêt du 12 janvier 1829 qui appure la gestion des héritiers Carol, et nous dirions, dans ce cas, aux créanciers : VOUS ÊTES IRRECEVABLES.

Il est de principe, en effet, que la présomption légale dispense de toute preuve celui au profit duquel elle existe (art. 1352).

Qu'est-ce que la présomption légale ? C'est celle qui est attachée par une loi spéciale à certains actes ou à certains faits, par exemple : l'autorité de la chose jugée (art. 1350).

Et comme la chose jugée a lieu à l'égard de ce qui a fait l'objet du jugement, quand la demande est la même, qu'elle est fondée sur la même cause, et entre les mêmes personnes (art. 1351), nos Adversaires ne sauraient être admis à réclamer de nous, ce que nous réclamâmes nous-mêmes aux enfans Carol, pour eux, *au nom de la masse chirographaire*.

Il existe d'ailleurs une autre fin de non-recevoir non moins évidente, c'est la ratification des créanciers, leurs adhésions expresses (1).

Nous ne sommes pas responsables de l'actif de feu Carol.

(1) *Vid.* les délibérations des 27 décembre 1823, 24 janvier 1824, 13 août 1825, 10 novembre 1828, 5 novembre 1829, et 29 janvier 1831 ; elles sont rapportées pag. 15 à 21.

4^{me} QUESTION.

AVONS-NOUS UNE ACTION EN RÉGLEMENT DE NOS AVANCES ?

La solution de cette question est facile , et pour peu qu'on y réfléchisse , l'on est obligé de se demander s'il faut sérieusement la discuter.

Et d'abord , que sommes-nous ? De vrais mandataires , car indépendamment de l'acte du 7 février 1822 qui règle nos pouvoirs , qui nous autorise à procéder dans l'intérêt de nos mandans , Il est encore de principe que les syndics représentent la masse des créanciers (Code de commerce , art. 528). Certes , représenter quelqu'un , c'est bien être son mandataire ; aussi peu importe que le mandat soit légal , judiciaire ou conventionnel , l'on n'en a pas moins la qualité , les droits et toutes les actions d'un procureur fondé.

Or , que dit l'art. 1999 du Code civil ?

« Le mandant doit rembourser au mandataire les avances et frais que
» celui-ci a faits pour l'exécution du mandat , et lui payer ses salaires
» lorsqu'il en a été promis. — S'il n'y a aucune faute à imputer au man-
» dataire , le mandant ne peut se dispenser de faire ses remboursements
» et paiement , *lors même que l'affaire n'aurait pas réussi* , ni faire réduire
» le montant des frais et avances *sous prétexte qu'ils pouvaient être moindres.* »

Notre demande en règlement de comptes est d'autant plus fondée , qu'il y a promesse formelle de la part des créanciers ; c'est ce qui résulte du concordat du 26 avril 1809 , où , en parlant des commissaires Laye et Roussille , ils s'en remettent à leur intelligence , AINSI QUE POUR LES FRAIS A EXPOSER. A cette époque , nous n'avions pourtant aucune disposition des valeurs de la faillite , aucune administration , et l'on s'engageait à payer nos frais!.....

Il en doit être de même , à plus forte raison , depuis que le syndicat a été réorganisé , parce que d'après l'accord du 7 février 1822 (art. 2) , nous avons non-seulement le droit de continuer les procès existant contre les héritiers Carol , et les sieurs Sabatié père et fils , mais aussi DE FORMER TOUTES NOUVELLES ACTIONS (1).

Peut-on suivre des demandes en justice sans exposer des frais ? Cela n'est pas possible.

(1) *Vid. supra* , pag. 11 , 12 et 13.

Au surplus, dans les nombreuses assemblées qui ont eu lieu postérieurement à 1822, nos avances ont été reconnues, tous nos actes ont été approuvés, et notamment dans la délibération du 10 novembre 1828 l'on prend l'obligation de s'occuper de la vérification de notre compte, et des moyens à prendre pour en assurer le remboursement.

Y a-t-il rien de plus explicite !!

3^{me} QUESTION.

NOTRE ACTION EST-ELLE SOLIDAIRE.

« Lorsque le mandataire a été constitué par plusieurs personnes pour une affaire commune, chacune d'elles est tenue solidairement envers lui de tous les effets du mandat (Code civil, art. 2002). »

Telle est la règle.

Quels sont les effets du mandat ?

1^o D'exécuter les engagements contractés par le mandataire, conformément au pouvoir qui lui a été donné (art. 1998) ;

2^o De lui rembourser les avances et frais qu'il a faits pour l'exécution du mandat (art. 1999).

Or, avons-nous été constitués pour une affaire commune ? Oui ; car il s'agissait de la faillite Carol. Cette faillite intéressait chaque créancier, et tous ayant concouru au mandat, il est indubitable qu'ils se sont soumis à l'action solidaire *contraria mandati*, tout comme ils avaient contre nous l'action solidaire *mandati directa* (1).

L'application du principe que consacre l'art. 2002 du Code civil, se fait à tous les cas où une personne agit dans l'intérêt de plusieurs autres.

Ainsi, les notaires peuvent invoquer la solidarité résultant du mandat, toutes les fois qu'ils instrumentent, dans le même acte, au profit de divers individus, alors même que les contractans auraient des intérêts distincts les uns des autres (2).

(1) *Vid.* un arrêt de la cour de cassation, du 18 janvier 1814 (Sirey, tom. 14-1-57) ; il décide que les syndics sont solidaires pour les actes de leur gestion, parce qu'ils sont investis d'un mandat judiciaire.

(2) C'est la jurisprudence constante de la cour de cassation, attestée par quatre arrêts des 27 janvier 1812, 26 juin, 15 novembre 1820 et 19 avril 1826 (Sirey, tom. 12-1-198 ; tom. 20-1-409 ; tom. 21-1-95, et tom. 26-1-396).

Par exemple, les avoués qui postulent pour des syndics peuvent les actionner solidairement en règlement de leur compte de frais, malgré que leurs parties n'agissent point pour elles-mêmes, mais dans l'intérêt d'autrui. Ce point de droit a été reconnu par un arrêt de la cour de Paris, du 12 août 1830 (1), et par la cour de Toulouse, dans son arrêt du 19 avril 1831 qui admet l'action solidaire en faveur de M^e B. Gasc, avoué, contre les syndics ROUSSILLE et Authier, à raison des affaires Carol et Sabatié.

Même motif de décider pour les arbitres (2).

Et Encore au profit du liquidateur d'une maison de commerce, comme nous l'enseigne la cour de cassation (3), parce que, dit-elle, « la personne, » ou les personnes employées pour parvenir à la liquidation sociale dont il s'agit, et choisies par les arbitres dans l'intérêt commun de tous les associés, ne peuvent être regardés que comme mandataires et employés de ces derniers. »

Maintenant qu'on nous promette de faire un rapprochement de ces principes à la cause : que sommes-nous ? De vrais liquidateurs de la faillite Carol. Sur quoi nous fondons-nous ? Sur la nature de notre mandat et la force des choses.

« Lorsque la *liquidation* sera terminée (dit l'art. 562 du Code de commerce), l'union des créanciers sera convoquée à la diligence des syndics, sous la présidence du juge-commissaire, les syndics rendront leur compte, et son reliquat formera la dernière *répartition*. »

Il est bien vrai que la solidarité ne se présume point, et qu'il faut qu'elle soit expressément stipulée (Cod. civ., art. 1202); mais cette règle cesse dans les cas où la solidarité a lieu de plein droit, en vertu d'une disposition de la loi.

Dans notre espèce la solidarité est légale (art. 2002).

Ainsi, comme le porteur d'une obligation contractée solidairement peut s'adresser à celui des débiteurs qu'il veut choisir, sans que celui-ci puisse lui opposer le bénéfice de division, (art. 1203), nous avons été fondés à n'attaquer qu'un certain nombre de créanciers en règlement de nos avances.

Cette action est la seule praticable; car indépendamment de ce que l'obligation contractée solidairement se divise de plein droit entre les

(1) Sirey, tom 30-2-356.

(2) Arrêt de la cour de Bordeaux, du 14 janvier 1826 (Sirey, tom. 26-2-217).

(3) Arrêt du 17 juin 1823 (Sirey, tom. 24-1-94).

débiteurs, qui n'en sont tenus entr'eux que chacun pour sa part et portion (art. 1213 et 1214), ce qui ne leur porte aucun préjudice; nous devons ajouter que la qualité de syndic des créanciers d'une faillite s'oppose à ce qu'on appelle divisément et à grands frais chaque partie intéressée. Il peut exister des insolvable, et il serait souverainement injuste que le mandataire éprouvât quelque perte dans l'exécution du mandat. Dans une obligation indivisible, au contraire, la part de l'insolvable, devant se répartir entre ceux qui ne le sont point, tout concourt à une égalité parfaite, puisque le débiteur qui paie supporte à la fois sa part de la créance acquittée, et sa part de l'insolvabilité.

Le Code de commerce ne contient aucune disposition dérogatoire ni incompatible? Il pose dans l'art. 528 le principe du mandat légal, et renvoie au droit civil pour son exécution.

6^{me} QUESTION.

EST-CE LE CAS DE RENVOYER DEVANT UN COMMISSAIRE POUR LA LIQUIDATION DE NOTRE COMPTE PARTICULIER?

En règle générale, s'il y a lieu à renvoyer les parties devant des arbitres, pour examen de comptes, pièces et registres, les tribunaux de commerce ont la faculté de nommer un ou trois arbitres pour les entendre, les concilier si faire se peut, sinon donner leur avis (Code de procédure civile, art. 429).

Mais ce principe est-il applicable à l'espèce particulière dans laquelle nous sommes placés? Nous ne le croyons pas.

En effet, le 19 février 1831, jour où nous fîmes notre démission des fonctions de syndic, nous présentâmes nos comptes à l'assemblée des créanciers, et au même instant les nouveaux syndics, sous la surveillance de M. Jeanbernat aîné, juge-commissaire, vérifièrent la comptabilité, l'approuvèrent et nous reconnurent créanciers de la masse, d'abord, de la somme de 27,088 fr. 88 c., actuellement déboursée, plus d'une somme de 4,500 fr., que nous avons empruntée dans l'intérêt du syndicat (1).

(1) PROCÈS-VERBAL DE VÉRIFICATION.

- « L'an 1831 et le 19 février;
- » Par devant nous, Jeanbernat aîné, membre du tribunal de commerce de Toulouse, juge-commissaire de la faillite de feu Joseph Carol, dans une des salles du tribunal;
- » Ont comparu, MM. Lafue d'Anzas et Purpan, syndics de la faillite, lesquels en

Or, les syndics étant les mandataires des créanciers, (Cod. de commerce, art. 528), il nous semble que cette approbation du compte étant censée faite par les mandans, les oblige à l'exécuter, à moins qu'il n'y ait erreur.

Il faut observer que les commissaires A. Canals, E. Romestin et Fages, firent eux-mêmes une vérification, et que tout concourt à nous établir créanciers de la masse (1).

M. Ducos, juge-commissaire de la faillite, tout en décidant qu'il nous est *incontestablement* dû, d'après les vérificateurs, une somme capitale de 16,556 fr. 98 c., non compris les intérêts, termine son rapport par ces mots : « *Ainsi il est évident que M. Roussille est créancier de la masse en une somme considérable, et qu'on ne peut plus raisonnablement le contester* (2). »

Et d'ailleurs, pourquoi renvoyer devant un commissaire spécial? Cela ne présente aucune utilité, car il n'existe point d'impugnations envers le compte-rendu

En vain avons-nous insisté pour que MM. Fages et Romestin cadet, mandataires des créanciers, voulussent s'expliquer sur leurs investigations; ils ont gardé le silence le plus absolu (3). Voilà pourquoi, dans ce moment, rien n'autorise le renvoi aux fins de la liquidation. Tout démontre la sincérité des articles réclamés, *et leur quotité.*

Ne croyez pas, Messieurs, que nous ayons le dessein de nous prévaloir de ce silence, si vous pensez, dans votre sagesse, qu'il existe quelque doute sur la fixation de ce qui nous est dû *pour balance*, dans ce cas nous nous en rapportons aux lumières de la cour. — Moins rigoureux et plus

» notre présence, ont procédé à la vérification et appurement du compte des avances
» faites par M. Roussille syndic, dans l'intérêt de la masse des créanciers dudit feu
» Joseph Carol : il résulte qu'il est dû à M. Roussille une somme de 27,088 fr. 88 c.
» pour solde des avances par lui faites, valeur au 18 janvier 1831, le tout sauf erreurs
» ou omissions, sans préjudice de la somme de 4,500 fr. empruntés à MM. Baudens
» et Dupau, négocians de cette ville, par MM. Laye et Roussille, en leur qualité,
» pour le compte de la masse et qui était payable le 12 février courant.

» De tout quoi, nous avons dressé le présent procès-verbal, pour valoir aux parties
» ce que de droit, et sans préjudice de leurs droits et actions.

» JEANBERNAT aîné. »

(1) Voyez leur résumé pag 19.

(2) *Vid.* pag. 21, 22 et 23.

(3) *Vid. supra*, pag. 25, 27, 29 et 30.

exacts que nos Adversaires , nous ne voulons que ce qui nous appartient bien légitimement , ce que la justice vous permet de nous accorder ; bien persuadés, avec elle , que nous obtiendrons un heureux résultat.

A Toulouse, le 1^{er} juin 1833.

BILLARD, *Avocat.*

CARLES, *Avoué.*

M. MARTIN, *premier Avocat-général.*